

BIGEARD



MA VIE
POUR
LA
FRANCE

LE LIVRE
TESTAMENT



Éditions du
ROCHER

DOCUMENT

BIGEARD

MA VIE
POUR
LA
FRANCE



LE LIVRE TESTAMENT

Éditions du
ROCHER
DOCUMENT

MA VIE POUR LA FRANCE

DU MÊME AUTEUR

- Aucune bête au monde*, La Pensée moderne, 1956.
Piste sans fin, La Pensée moderne, 1956.
Contre-Guérilla, Baconnier, 1957.
Pour une parcelle de gloire, Plon, 1975.
De la brousse à la jungle, Hachette-Carrère, 1994.
Ma guerre d'Indochine /Album, Hachette-Carrère, 1994.
Ma guerre d'Algérie /Album, Hachette-Carrère, 1995.
France, réveille-toi !, Éditions N° 1, 1997.
Pour une parcelle de gloire, réédition, Éditions N° 1, 1997.
Lettres d'Indochine, tome 1, Éditions N° 1, 1998.
Lettres d'Indochine, tome 2, Éditions N° 1, 1999.
Le Siècle des héros, Éditions N° 1, 2000.
J'ai mal à la France, Éditions du Polygone, 2001.
Crier ma vérité, Éditions du Rocher, 2002.
Ma guerre d'Algérie, réédition, Éditions du Rocher, 2003.
Ma guerre d'Indochine, réédition, Éditions du Rocher, 2004.
Paroles d'Indochine, Éditions du Rocher, 2004.
Adieu, ma France, Éditions du Rocher, 2006.
Mon dernier round, Éditions du Rocher, 2009.

GÉNÉRAL BIGEARD

MA VIE POUR LA FRANCE

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Je retrouve Haguenau, la caserne, les mêmes copains, dont, avec plaisir, mon brave Millot, le fameux chanteur, maquereau à ses heures et râleur professionnel. Il n'a pas du tout envie d'aller au feu. Ni lui ni les autres. « Ils nous cassent les pieds, avec leur guerre ! » Je me rends vite compte que l'esprit n'est pas au combat, ni au sacrifice : personne n'a envie de se battre.

Pour ma part, j'ai changé de point de vue. La caserne n'est plus seulement ce lieu où l'on s'ennuie en faisant des choses inutiles. Maintenant, je sais pourquoi je suis là : pour me battre, s'il le faut. Pour défendre notre sol, avec ses mères, ses filles et ses fils. Dès qu'on vous donne un but, une raison d'agir, les choses deviennent beaucoup plus faciles et acceptables. J'ai l'impression que c'est ce qui manque dans la vie de tant de jeunes aujourd'hui : avoir un but, un idéal.

Cette fois j'accepte, sans faire de difficulté, qu'on me coupe les cheveux. J'accepte la discipline, j'accepte le travail.

Je suis promu sergent. Je prépare le brevet de chef de section pour devenir officier de réserve. À l'examen, j'arrive premier et laisse dans le rétroviseur des gars plus âgés que moi. Je n'ai pourtant pas l'impression d'avoir brillé. La motivation, l'envie, voilà mes seules recettes de succès. Aussitôt je télégraphie à ma famille : « Reçu premier. J'arrive en permission. » Je suis de nouveau à Toul, en tenue de sergent cette fois, dans une forme olympique, sec, les muscles faits, et pas peu fier. Il paraît même que j'ai une attitude nouvelle. On me dit plus sûr de moi, plus détaché, j'ai l'impression de dominer ma petite ville, les gens qui n'ont pas bougé, et même ma mère n'ose plus trop chercher la petite bête puisque je porte l'uniforme... y compris quand je découche pour aller passer la nuit dans un hôtel avec Gaby. Un

dernier été presque insouciant. L'amour est bon, la vie militaire me va.

Septembre 1939, Hitler envahit la Pologne. Aussitôt la France et l'Angleterre lui déclarent la guerre. C'est le début de cette période invraisemblable qu'on a appelée « la drôle de guerre ». Nous sommes en guerre, oui, mais on ne se bat pas. Nous manoeuvrons dans les intervalles de la ligne Maginot pour organiser des points d'appui. Les Allemands sont en face, invisibles. Parfois, la nuit, une escarmouche.

Je suis chef de poste. J'ai des responsabilités. Me voilà maintenant un vrai militaire. J'aime cette vie de mouvement, d'action, même si nous ne sommes pas encore dans la bagarre. Je ne le souhaite pas d'ailleurs, qui peut souhaiter la guerre ? Mais j'y suis prêt. Si elle éclate vraiment, il faudra la faire. Je crois à tous ces slogans qui endorment notre confiance : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ! » Je fredonne même ces chansons amusantes et un peu bêtes qu'on entend à la radio... « Nous irons pendre not' linge sur la ligne Siegfried ! »

Je suis volontaire pour les groupes francs. Nous sommes quarante de notre régiment à faire partie de cette unité d'élite. Je reçois mon premier commandement. Nous sommes regroupés dans le petit village alsacien de Trimbach. Celui-ci est ensuite devenu une ville qui a baptisé de mon nom l'une de ses rues, sans que je le demande. L'affaire a même défrayé la chronique : une ministre zélée de notre bonne République, Dominique Voynet, s'est opposée par écrit, sur papier à en-tête de son ministère, à cette initiative. Elle a exigé du maire qu'il renonce à cette rue Bigeard. L'élu a tenu bon et refusé d'enlever la plaque. Qu'il en soit ici remercié une fois encore.

À l'approche des Allemands, tous les habitants ont été évacués. Ces pauvres gens ont tout laissé derrière eux, y compris les animaux, le bétail, ce qui fait notre affaire quand il s'agit d'améliorer l'ordinaire. Mon coeur se serre quand je vois ce village abandonné par des malheureux, contraints de quitter leurs maisons. Cela affermit mes résolutions. Il ne faut pas que les Allemands passent. Non ! À aucun prix.

Ce n'est pas encore la guerre, mais les combattants sont en place. Nous patrouillons sur la ligne de contact. Une nuit, nous tombons sur un groupe d'Allemands. Ils sont nombreux, bien armés. Ils nous piègent. Les coups de feu claquent. Nous nous replions avec trois blessés légers. Mais l'un d'entre nous a disparu, le deuxième classe Chausson.

Je demande l'autorisation d'aller le chercher. Je retourne avec mes hommes sur les lieux de l'embuscade. Ne jamais abandonner un gars en difficulté, c'est la règle, c'est le devoir. Nous retrouvons le soldat Chausson, mort, hélas ! Une balle dans la tête. À quelques mètres de nous, les Allemands. Ils ne nous ont pas vus. Je les entends discuter. Je charge le corps sur mon épaule, nous le ramenons à notre cantonnement. C'est lourd, un mort. Notre premier mort. Pas le dernier, hélas !

Cette perte nous frappe tous. Nous n'avons pas fini d'en voir. J'obtiens à cette occasion ma première citation.

En représailles, on nous donne l'ordre de nous débrouiller pour nous emparer d'un Allemand. Il s'agit de faire un prisonnier, à tout prix. Telle était encore l'armée, à cette époque ; elle conservait le souvenir des exploits héroïques de la guerre de 1914-1918. Il faut partir au combat, coûte que coûte,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

méthodes de travail. Ils ont une main-d'oeuvre à bon compte, ils en profitent. Toute la journée sur notre dos, ils nous exploitent jusqu'à la corde.

Pour la plupart de mes compagnons, ouvriers agricoles, petits paysans, ça ne fait pas une grosse différence avec la vie qu'ils ont connue depuis leur enfance. Tous essaient de ménager leurs forces, de ne pas travailler aussi dur que les fermiers l'exigent.

Je suis dans une petite ferme, à quatre kilomètres du *kommando*. Quatre le matin, quatre le soir. Ça ne me fait pas peur. Au début, je suis accompagné par un brave bougre d'Allemand qui a du mal à me suivre. Je n'ai pas perdu mon habitude de marcher vite, et même de courir. Je n'ai pas attendu qu'on invente le jogging. Au début, il essaie bien de tenir le rythme, puis il me laisse aller bon train sans s'occuper de moi. Que peut-il se passer ? Je ne vais pas m'échapper comme ça.

Me voilà donc paysan. Je fais les moissons jusqu'à la fin août. Puis, en septembre, c'est le ramassage des pommes de terre. Un travail épuisant. Rentré des champs, je dois traire les vaches, les nourrir, nettoyer l'étable...

Mon patron s'appelle M. Lamm. Il a l'air content de moi. C'est un ancien de 1914-1918. Je lui plais parce que je suis blond aux yeux bleus. En somme, pour lui, je pourrais presque être un fridolin ! Merci bien. Son fils est sur le front de l'Est, mais ce M. Lamm a une bru qui m'a pris en affection. Elle me nourrit, me gâte comme une mère. Ce qui met en rogne un autre prisonnier qui travaille avec moi, un Polonais. Il me déteste.

Un jour, pendant un repas dans la grange, il me saute dessus.

Comme il sait qu'il n'aura pas le dernier mot avec moi, il saisit une fourche et essaie de m'embrocher. Je l'évite tant bien que mal, j'attrape le manche de la fourche, le lui arrache et lui envoie mon poing dans la figure. Mon Polonais se retrouve par terre, K.-O. Fracture de la mâchoire. Cela aurait pu me coûter cher. Rien ne se passe. Les Allemands n'aiment pas les Polonais.

Les mois passent trop lentement : un hiver, un printemps. 1941. Bien nourri, avec des exercices qui me maintiennent en forme, je pète le feu. Mon copain Jean Bled n'est pas plus mal loti que moi. Il travaille dans une ferme, non loin de la mienne. Sa patronne est une jeune veuve. Elle est folle amoureuse de lui malgré son chagrin. La nature a ses exigences. Elle lui apporte son aide en vue de l'évasion. Jean ne lui a pas fait mystère de ses intentions. Il a des vêtements, des vivres, et même de l'argent. Nous pouvons songer à partir. Reste à choisir la date. Je lui propose le 14 juillet. « Un bon jour pour retrouver la liberté, dit-il. Je suis républicain. »

Pendant plusieurs semaines nous préparons notre cavale. Fausser compagnie à nos geôliers n'est pas le plus difficile. Les problèmes commencent après. Nous n'avons pas de carte. Nous décidons de suivre les vallées. La Lahn nous conduira jusqu'au Rhin. De là nous trouverons le confluent avec la Moselle. Nous suivrons la rivière jusqu'à la frontière. Deux cents kilomètres de marche.

14 juillet. Nous sommes prêts. Au *kommando*, la surveillance s'est relâchée. Aucune difficulté à sortir de la baraque. Nous descellons un vieux barreau. Nous descendons du premier étage avec une corde. Nous franchissons les barbelés sans encombre. Nous voici dehors. Habillés en paysans, grâce à la belle veuve

éprise de mon ami Jean, à qui il a fallu du mérite pour s'arracher à cette situation de coq en pâte !

Mais rien ne vaut la liberté. Même si s'évader d'un territoire ennemi dans des conditions aussi précaires se révèle encore plus difficile que prévu.

Nous marchons pendant dix jours dans un état de tension extrême. Nous évitons les fermes, les hameaux, les villages. Nous nous perdons plusieurs fois sur des chemins qui ne mènent nulle part. Mais toujours vers l'ouest. Nous dormons le plus possible pendant la journée, nous marchons la nuit pour éviter d'être repérés. Ce que nous avons vécu, bien des gars dans la même situation pourraient le raconter comme moi.

Nous réussissons à franchir le Rhin. Nous descendons jusqu'au confluent de la Moselle.

Moselle, ma chère Moselle, ma chère rivière ! L'eau que je vois couler est déjà passée chez moi, à Toul. J'en ai les larmes aux yeux. Je pense à Toul, je pense à Gaby. Ces images de paradis me donnent la force de continuer. À tout prix.

La ville de Trèves. Nous passons deux jours à la contourner. La frontière est proche. Bientôt nous serons chez nous. Nous approchons d'un village. Soudain : « *Halt ! Papier !* »

Il est 3 heures du matin. Nous sommes arrêtés par un barrage. Il n'est pas là pour nous. Trente officiers polonais se sont évadés d'un oflag de la région. Les Allemands les recherchent.

C'est fichu. Nous levons les bras, désespérés. Tant d'efforts pour échouer si près du but ! Nous passons la fin de la nuit au

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

ville, où je risque d'être reconnu et dénoncé. Une seule solution : rester planqué dans ma chambre pendant quelques jours. Avec Gaby. Pas désagréable !

Masbourian, qui n'est pas du coin, peut circuler. Il va partir pour Nancy, chercher un contact qui nous aidera à franchir la ligne de démarcation. Il se met en quête, demande la mystérieuse « mademoiselle Rosa ». On lui a dit qu'elle travaillait aux Magasins réunis. Gérard finit par aborder une de ses collègues. Quand il lui parle de mademoiselle Rosa, elle prend un air effrayé : « Taisez-vous ! Elle vient d'être arrêtée par la Gestapo. Si vous voulez aller en zone libre, j'ai un message pour vous : le Café de la Gare, à Besançon. »

Gérard ne traîne pas à Nancy. Il rentre vite à Toul et demande à mon père d'avertir nos amis que le contact est grillé.

Il faut partir sans tarder. J'apprends même que M. Lamm, le fermier, mon premier patron en Allemagne, est déjà venu chez mes parents, rue de l'Abbaye, pour leur dire combien il a été satisfait de mon travail dans sa ferme, et qu'il aimerait bien me voir revenir ! Si lui-même a fait le chemin jusqu'ici, qu'est-ce qui empêcherait la gendarmerie ou la Gestapo de venir me cueillir ?

Mes parents s'inquiètent. Je n'ai plus d'endroit où aller, pas de métier, pas d'argent. Pourtant, j'ai une idée en tête. Rempiler. Me réengager. La guerre n'est pas finie. J'ai vingt-six ans, je suis adjudant, ma place est dans l'armée. Le combat doit continuer.

Gérard est de mon avis. Lui aussi veut retrouver les siens dans un premier temps. Ses parents et son frère Robert habitent Nice.

C'est décidé. Nous partons, pris en charge par les réseaux de Résistance des chemins de fer. À la maison, les adieux sont tristes. Je promets à ma mère de lui donner des nouvelles et je jure à Gaby que nous nous retrouverons bientôt.

Le trajet est long, pénible. Nous parvenons à Besançon et nous allons directement chez notre contact, mais il n'y a pas de contact ! Il est absent. Nous voilà lâchés dans une ville inconnue, sans papiers. La moindre arrestation serait fatale. Je décide d'agir. Où serions-nous plus en sécurité qu'à l'intérieur d'un commissariat ? Si nous tombons sur des flics patriotes, ils nous protégeront.

Aussitôt dit, aussitôt fait. Nous entrons dans le premier poste de police venu. Le commissaire, énergique, comprend la situation. Il nous fait tirer le portrait, établit des cartes d'identité authentiques. Le lendemain, nous nous présentons au contact : le « capitaine ». Il nous attend au Café de la Gare. Deux jours plus tard, nous franchissons la ligne de démarcation à proximité de Lons-le-Saunier. De là, des camions militaires nous conduisent jusqu'à Lyon. Nous nous présentons aux autorités et nous sommes à nouveau, officiellement, des militaires.

L'officier chargé des effectifs nous conseille de partir en permission :

« Vous pourrez simplement venir pointer chaque semaine.

– Mais nous avons envie de rejoindre l'armée d'active.

– Il faut d'abord attendre les résultats de l'enquête vous concernant. »

On nous décore, une nouvelle Croix de guerre, la médaille des évadés, et nous touchons un pécule, notre rappel de solde : 28 000 francs pour moi. Une fortune !

Nous décidons de rejoindre Nice. Voilà deux ans que Masbourian n'a pas vu les siens. Je tiens d'abord à faire un crochet par Annecy où je retrouve M. Perriot, mon ancien directeur de la Société générale de Toul. Il me reçoit comme un fils. Pour moi, d'ailleurs, c'est un peu un père. Il voudrait que je réintègre la banque. Je lui explique que je veux reprendre le combat. Après la victoire, peut-être... « Je vous comprends, me dit-il. À votre âge, j'aurais fait comme vous. »

Nous arrivons à Nice quelques jours avant Noël.

C'est un autre monde. Je n'ai jamais vu la mer. Nice ne peut être comparée à ma Lorraine. Toute une faune s'y est réfugiée, hommes politiques sans mandat, artistes, producteurs de cinéma, acteurs, journalistes. Beaucoup d'argent, beaucoup de fêtes, des célébrités à tous les coins de rue, de grosses voitures, un étalage de richesses et de luxe.

Je pense à ma Lorraine, à la France occupée où il n'y a rien à manger, où les gens vivent dans la peur, menacés d'arrestation. Je suis choqué. Tous ces privilégiés irresponsables rient, font la fête, étalent un luxe insolent, comme si la France n'était pas en guerre. J'aimerais expliquer tout ça, mais à quoi bon ? On me rirait au nez. En tout cas, je sais que ces gens ne font pas partie de mon monde.

J'écris à Gaby. Je lui demande de me rejoindre. Elle est forcément d'accord. Adorable Gaby.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

d'expérience ; John Deller, vingt-huit ans, radio, un Canadien d'Ottawa, grand, blond, timide, avec un accent savoureux qui nous fait marrer ; Casanova, sergent-chef ariégeois, jeune, vingt-deux ans, petit, costaud. Et quelques moyens en matériel : une valise radio, des codes de camou-flage, 500 000 francs en bons de la Défense, 50 000 francs en pièces d'or. Voilà avec quoi nous allons sauter sur la France ce 6 août 1944. À nous quatre, nous devons organiser la Résistance et mettre le feu aux poudres dans le département. Sacré programme !

L'Ariège, je n'y ai jamais mis les pieds, mais j'ai étudié une carte pendant des jours.

22 heures. L'avion décolle de l'aéroport de Blida. Il y a une trappe ronde dans la carlingue, au bord de laquelle il faut s'asseoir avant de se jeter dans le vide. Nous survolons Blida, la Méditerranée. Excitation du départ. Pas moyen de dormir. Nous nous préparons mais la météo est mauvaise, il faut rentrer. Atterrissage à Blida, je regagne l'hôtel. Je frappe à la porte de la chambre et j'entends sa voix :

« Qui est là ?

– C'est moi, Gaby. Ouvre ! »

Encore une nuit inoubliable.

Nous repartons quarante-huit heures plus tard par le même avion, avec le même équipage. Cette fois nous sommes épuisés. L'attente, la fatigue nerveuse. Nous dormons au-dessus de la Méditerranée. Le largueur nous secoue. Café. « Équipez-vous ! »

Ça y est, c'est la France.

À 1 heure du matin, la trappe est ouverte. Nous sommes assis au bord, les jambes dans le vide. Je saute le premier. *Go !*

Sous moi, les trois feux allumés par des maquisards. J'approche de la terre française. L'air est vif, froid, il efface toute la fatigue. Je me prépare au choc de l'atterrissage. Mais en guise de choc, rien ! Je ne sens pas la terre ferme sous mes pieds, et pour cause, je suis suspendu à un arbre, dix mètres au-dessus du sol. Des bruits, des hommes qui parlent fort. J'entends Probert qui gueule :

« Marcel ! Où es-tu ?

– Ok, Bill, là-haut ! »

Je déplie mon ventral, me dégrafe, me laisse glisser le long des suspentes. J'embrasse enfin la terre de France.

Ceux qui nous accueillent ne sont pas français. Je suis surpris. Ils sont espagnols. Leur chef, le commandant Royo, se présente. Il commence par nous fouiller, ne sachant pas si nous sommes vraiment des alliés.

Royo est le chef d'une bande d'anarchistes, guérilleros antifranquistes. C'est un petit homme d'un mètre soixante, noir de peau et de cheveux. Il est à la tête de deux cents gaillards, et il n'a pas l'intention de se laisser voler son pouvoir.

Je me retrouve à poil, mes armes et l'argent confisqués. Mes compagnons subissent le même sort. Probert est fou de rage : « Bravo pour l'accueil ! » Mais avec des fusils braqués sur soi, pas la peine de résister. Il faut s'expliquer. Je tâche de garder mon sang-froid. J'ai une lettre de service qui me désigne comme

le chef de la mission. Pas question que je me laisse reléguer à un rôle subalterne. Et j'ai beau descendre du ciel, je ne suis pas le Père Noël.

Le commandant Royo donne un ordre. On nous embarque dans des voitures dont les portières ont été découpées et le toit enlevé, pour permettre le passage des armes. Nous suivons une route accidentée jusqu'à Merviel, hameau perché au-dessus d'une vallée. Les véhicules sont abandonnés, camouflés sous des branchages. Nous finissons le chemin à pied.

Le PC du maquis espagnol est une vieille ferme en ruine. Un petit déjeuner nous attend, café, pain, beurre. Réconfortant. Mais je pense à ma mission. Régler le problème de la répartition des responsabilités. Royo est un vrai chef. Je comprends vite à qui j'ai affaire. Je le respecte. Ses anarchistes républicains sont soumis à une discipline de fer. Pour eux, la lutte contre les Allemands fait partie de la lutte générale contre le fascisme. Ils veulent d'abord se débarrasser de Hitler, ensuite ce sera le tour de Franco.

Ne pas braquer Royo, mais ne rien céder non plus. Je dois lui faire comprendre que je suis en mission et que je suis forcé d'obéir aux directives du commandant des FFI, le général Koenig, toujours à Alger. Si Royo refuse de l'admettre, nous sommes réduits à l'impuissance, otages de ses hommes.

Mais je mesure vite chez ce desperado de vraies qualités d'homme et de chef. C'est un professionnel du combat. Nous avons tout pour nous entendre. Je lui explique :

« Sans toi et ta troupe, je ne peux rien. Mais sans moi et mes

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Je rends compte de la situation à mon supérieur direct, le délégué militaire régional du PC de Toulouse. Lui aussi a maille à partir avec les communistes qui cherchent à s'imposer.

Pour faire oublier la présence de la Gestapo pendant des mois et venir en aide aux sinistrés de Rimont, nous organisons une soirée dans le château. Nous invitons en particulier les gens riches. Nous réussissons à collecter 300 000 francs. Mon parachute est mis aux enchères. Adjugé ! 40 000 francs. Nous sommes les héros, les vedettes. Je n'en tire nulle gloire. Je sais trop quel en a été le prix.

La presse parle de nous en termes flatteurs. Nous sommes les trois mousquetaires alliés, l'Anglais, l'Espagnol, le Français. Royo est un héros, chef de bataillon de ses guérilleros à la reconquête de l'Espagne, fraternité des armes. Long article sur Probert, roi du désert promu lieutenant à Tobrouk, et sur moi, commandant de carrière Bigeard, chef de la mission.

Royo me demande de partir avec lui pour l'Espagne, comme général de brigade : « Paris vient d'être libéré, me dit-il. La guerre se termine. Qu'est-ce que tu vas faire ? Retourner travailler dans une banque ? Viens avec moi ! Ne va pas reprendre ta place derrière ton guichet ! Je t'invite dans mon pays. Je t'offre la reconquête ! Nous entrerons dans Barcelone sous les fleurs, nous pendrons les fascistes et les curés, puis nous marcherons sur Madrid. La foule nous suivra. »

En attendant, il ne songe qu'à piller le maximum de matériel allemand pour repartir dans ses maquis espagnols. Je l'écoute, mais il ne me convainc pas.

Il retournera là-bas et y mourra. J'apprendrai la nouvelle avec chagrin, quelques années plus tard.

À présent, c'est la fête. Nous recevons des visites galantes, les filles aiment les héros. Probert a fait fondre le coeur d'une très belle petite blonde. Mon Canadien passe de l'une à l'autre avec appétit et regrette que de si jolies filles aient été tondues. Nous avons récupéré des voitures pour notre usage personnel : Bill une traction avant, moi un coupé Mercedes décapotable.

Mais il est temps de quitter l'Ariège et de rallier, à Paris, la direction générale Études et Recherches, dirigée par Soustelle. Prise d'armes sur la place de Foix. Je remets quelques Croix de guerre, et adieu.

Je ne reviendrai en Ariège que vingt-deux ans plus tard, pour assister à la manoeuvre d'un de mes régiments. Je serai reçu en ami par le maire et retrouverai, avec beaucoup d'émotion, la vieille ferme qui nous a servi de repaire dans le maquis. Mais la page est tournée. La vie continue.

CHAPITRE 7

L'école du Pyla

Je quitte l'Ariège, pas peu fier, au volant de ma Mercedes rutilante, direction Toulouse. Dans chaque village traversé, des acclamations, des parachutes blancs peints sur les portières.

Mais à Toulouse l'ambiance n'est pas à la rigolade. Les militaires, et en particulier les parachutistes arborant la croix de Lorraine, ne sont pas bien accueillis. Les communistes règnent sur la ville. Le délégué militaire, parachuté quelques semaines plus tôt, est purement et simplement ignoré des autorités locales. Il me reçoit avec chaleur et sympathie.

« Je vous ai proposé pour la Légion d'honneur, me dit-il. Voici le texte que j'ai adressé à Alger. Il me le lit à haute voix : “Le commandant Bigeard, sous le pseudo de Marcel, est devenu pendant les journées de libération de l'Ariège un héros légendaire dont le renom a dépassé les frontières du département.” »

J'en reste stupéfait ! Un héros ! Si mes vieux pouvaient lire ça !

« Et maintenant, me dit-il, qu'allez-vous faire ?

– Rendre compte à mes supérieurs. Le BCRA est devenu la BGER et vient de s'installer dans Paris libéré. Je vais essayer de décrocher une autre mission.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Les Viets, maintenant, c'est nous. Nous avons leurs méthodes, presque la même tenue. Je suis habillé comme mes hommes, en short, pieds nus, grenades à la ceinture, carabine en bandoulière. Pas une tenue très réglementaire ! Nous ressemblons à des Indiens sur le sentier de la guerre, mais l'important est que ça marche. Le moral est là, formidable, les actions efficaces. Pendant quatre mois nous semons la terreur chez les Viets. Je me sens bien, à l'aise, comme chez moi dans ce pays fantastique.

En octobre, fin du séjour pour mes hommes. Ils doivent repartir. On se quitte à regret. Ils m'ont appris à vivre dans cette nature impitoyable et magnifique. Ils ont retrouvé leur honneur et leur fierté. Ils rentrent chez eux en bouclant leur séjour indochinois sur des victoires.

Je reste. Hô Chi Minh vient de passer l'été en France pour négocier l'indépendance. Ça n'a rien donné. Juste un *modus vivendi* jusqu'en janvier 1947. Un sursis pour rien. Nous savons qu'il va falloir se battre.

Le 20 novembre, après plusieurs incidents, notre flotte bombarde le quartier tonkinois d'Haiphong. En décembre, c'est l'insurrection générale.

Je commande maintenant la 3^e compagnie du bataillon autonome thaï. Environ quatre cents hommes, solides, entraînés, qui connaissent bien la région, avec quelques officiers français pour les encadrer. Des jeunes cyrards qui ont peu combattu mais que je formerai vite à mes méthodes. Nous devenons la « colonne Bigeard ». En moins d'un an, nous allons reprendre aux Viets la totalité du Pays Thaï noir. Soutien sans faille de la population.

Les Thaïs sont un peuple à part, avec leurs chefs, leurs seigneurs, leurs coutumes. Ils n'aiment pas les Tonkinois. Dans chaque village nous sommes accueillis comme des libérateurs. Nourris, logés, fêtés. J'ai retrouvé certains d'entre eux, dans ces régions, quand je suis retourné au Vietnam en 1994. Ils m'ont réservé le même accueil. Toujours aussi émouvant. Mais je reviendrai plus loin, dans ce livre, sur ce séjour plus récent.

En décembre 1946, je reçois l'ordre de reprendre Son La sur la route coloniale 41 qui traverse la Haute Région tonkinoise. Je répartis mes hommes en quatre commandos. Les Thaïs nous ont ouvert des pistes inconnues des Viets. Nous marchons deux jours sans nous arrêter, traînant avec nous des mortiers, des radios, des obus. Le 2 janvier 1947 au matin, nous sommes à Muong La. Nous observons les Viets à la jumelle puis installons les mortiers sur les hauteurs. Tirs d'obus. Deux de mes sections passent à l'assaut et s'emparent facilement du village. Nous continuons à marche forcée sur Son La, petit village au pied d'un piton rocheux. J'installe mes commandos de chaque côté. Un autre est chargé de faire diversion et arrive par la RC 41. Les Viets sont pris dans la nasse. Ils foncent sur la route. Nous déboulons en hurlant. Nous sommes dans leur dos. Surprise totale. Leur garnison est anéantie. Cent vingt tués ou prisonniers. Chez nous, pas de pertes.

Je ne reste que vingt-quatre heures dans ce village. Nous poursuivons notre avance et prenons en trois semaines Nasan et le col de Conoï.

Début février, nous sommes dans les parages de Yan Chau et Ban Thin. Le moral de la colonne Bigeard est extraordinaire. Nous avons dégagé des dizaines de kilomètres de terrain.

Toujours la même tactique : renseignements, marche de nuit, arrivée près de l'ennemi à l'aube, puis diversion et attaque par les hauteurs. C'est une vie de guérilla, d'aventures, de marches dans la montagne par des pistes impossibles. Effort constant, mais expérience extraordinaire. Nous perdons des hommes. Il faut récupérer. Je décide un repos d'un mois à Ban Thin. J'en profite pour régulariser la situation administrative, je complète l'instruction des hommes et renforce l'effectif par un apport de partisans.

Le 2 avril 1947, nos émissaires nous annoncent un important mouvement viet à quelques kilomètres. Deux solutions : partir de nuit, en douce, ou se préparer à les affronter. Je choisis le combat. Notre défense est solide, ce sera une bonne expérience pour mes soldats habitués surtout à l'attaque.

Le 4 avril, à 2 heures du matin, ils nous tombent dessus. Nous sommes prêts. Huit heures de combat. Tirs d'armes automatiques. Lanciers d'obus. Les Viets finissent par décrocher. Je reprends l'offensive. Nous continuons d'avancer. De longues journées de marche, quelques heures de sommeil à même le sol, des boules de riz froid pour toute nourriture, les attaques à l'aube. Nous prenons, dans un même mouvement, Dan Na Nga, Tu Nang, Muong Lum.

Le 3 mai, nous construisons des radeaux pour franchir la rivière Noire face à Van Yen. Le village tombe le 8 mai 1947. Depuis un mois je vis comme un seigneur de guerre, isolé avec mes hommes. Je n'ai pas rendu compte des événements à mes supérieurs. J'envoie un simple message : *Van Yen pris !*

Ce sont des semaines triomphales. Rien ne nous résiste. Nous

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

est à Son La, capitale du Pays Thaï noir. J'ai laissé dans ce village des souvenirs indélébiles. Je l'ai pris une première fois en 1947. J'y suis à nouveau en 1949. Y retournerai avec mes paras en 1952. Le destin voudra que j'y repasse une quatrième fois, lors de ma captivité, déchu et humilié. Et enfin, beaucoup plus tard, lors de mon voyage en temps de paix cette fois, en 1994.

Mes lieutenants disposent leurs hommes tout autour du village. J'exige d'eux qu'ils adoptent la même attitude que moi avec mes partisans : être totalement dévoué à ses hommes, toujours avec eux, ne jamais faillir, ne jamais dire : « En avant ! », mais : « Suivez-moi ! » Ils pigent vite ce que je leur demande : nous sommes sur la même longueur d'onde.

Tous les soirs je les joins par radio, fais le point des événements de la journée, donne des ordres pour le lendemain. C'est grâce à cette liaison permanente que mes hommes ont confiance. Ils savent que je serai toujours là avec les renforts nécessaires en cas de besoin.

Nous continuons à mener des raids permanents contre les Viets, qui perdent peu à peu confiance. Ils ne se sentent plus en sécurité, c'est nous les chasseurs. Les Thaïs continuent à nous soutenir et à nous renseigner. Grâce à eux, nous pouvons préparer minutieusement nos coups avant de partir en mission. Marches forcées épuisantes, trente ou quarante kilomètres par jour, à travers des pistes qu'il faut ouvrir au coupe-coupe, passage de cols élevés, nourriture frugale. Nous récupérons un peu, observation de l'ennemi, puis attaque à l'aube et repli immédiat. Les bilans sont remarquables : deux cent cinquante Viets tués, cinquante-deux déserteurs et dix mille paysans

ralliés.

À Son La, ma femme est auprès de moi. Je redeviens un seigneur de guerre. Je rends compte à mes supérieurs de temps en temps. Ils me font confiance, pourvu que je me débrouille et ne leur demande pas de renforts. Je suis libre, heureux, amoureux. Ça roule.

Sauf que certains membres des autorités civiles françaises, installés confortablement dans cette Haute Région, n'apprécient pas mes succès. Je ne fais d'ailleurs aucun effort pour leur être agréable. J'établis même un rapport salé sur le comportement de certains coloniaux, dont le sport favori est de s'enrichir avec le trafic d'opium et de piastres. Effet immédiat. L'administrateur est relevé de ses fonctions. En France, l'Assemblée nationale nomme une commission d'enquête pour éclaircir cette affaire honteuse de trafic de piastres. Cela n'empêchera pas Ramadier, président du Conseil, de demander ma mise à pied.

Ça se passe de la façon suivante.

En février 1950, je reçois une mission difficile. Les Chinois nationalistes fuient l'avance des troupes de Mao. Ils arrivent à la frontière du Tonkin. Quatre mille cinq cents hommes armés se présentent à Lai Chau. L'état-major me confie la tâche de désarmer ces troupes, de les convoier à travers le territoire et de les amener jusqu'à la rivière Noire. Là, un bataillon venant du delta les prendra en charge.

Ça ne devrait pas poser de problèmes, un accord a été signé ; mais je me méfie. Un incident est vite arrivé. Je me souviens que les Chinois nous avaient tiré dessus quand nous avons débarqué

à Haiphong. Je prends mes précautions. Mieux vaut éviter le combat, en espérant que les Viets ne nous tomberont pas dessus. Sinon, la prise en charge de ces Chinois nationalistes risque de se transformer en carnage.

Pendant un mois, les soldats thaïs s'emploient à faire traverser le territoire aux hommes de Tchang Kai-Chek. En mars, le général Alessandri vient me voir sur le terrain. Je lui montre le dispositif, les troupes. Il est très impressionné. Le soir, il dîne avec nous à la maison. Ambiance chaleureuse. Le lendemain matin, avant son départ, il me convoque. « Bigeard, je n'ai pas eu le courage de vous le dire hier soir, mais vous êtes relevé de vos fonctions. Votre rapport sur les trafics a fait très mauvaise impression à Paris. Un militaire n'a pas à se mêler de politique, ni à s'occuper des trafics locaux. »

Il s'en va. Je m'effondre. Je ne comprends rien. J'ai obtenu des résultats fantastiques et je suis viré simplement pour avoir dit la vérité sur des pratiques inacceptables !

Quelques jours plus tard, retour à Hanoi en avion. Gaby est à mes côtés. Elle ne dit rien. Je suis au fond du malheur. Ai décidé de démissionner de l'armée. À Hanoi, le commandement m'en dissuade et m'accorde deux semaines de repos. Nous allons les passer, Gaby et moi, dans la baie d'Along. Un décor de rêve, un séjour qui pourrait être merveilleux, notre vrai voyage de noces. Mais je suis tendu, inquiet, révolté par l'injustice qu'on me fait. Je saurai m'en souvenir plus tard quand j'entrerai dans la vie politique. Ce ne sera pas pour me conduire comme un imbécile ou un voyou.

Finalement, en avril 1950, je reçois le commandement du

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Notre mission prend l'eau. Nouvelle nuit sans sommeil. Au petit matin, j'envoie Magnillat en renfort à Gia Hoi. Quelques minutes plus tard il me répond par un message radio : « Forte concentration de troupes devant moi. Ça doit être les nôtres. » Mais ce sont les Viets ! Accrochage violent. Magnillat se replie sur moi en laissant quelques éléments retardateurs. Nous suivons ce qui se passe minute par minute. De mon poste, je commande à la voix.

Le 19 octobre, à 21 heures, de Linarès me donne l'ordre de me replier sur la rivière Noire. Je refuse. J'attends les gars de Gia Hoi. Si nous les lâchons, ils vont se faire massacrer.

La nuit est tombée. Nouvelle attente. Nous n'avons pas dormi depuis quatre jours. Des lueurs à l'est. Cette fois ce sont eux, les gars de Gia Hoi. Je leur ordonne de s'installer en point d'appui au pied du piton. Ils me préviennent que les Viets sont juste derrière eux. Mais pour le moment, rien : ils attendent leur heure, se mettent en position. Il est clair qu'ils veulent tous nous massacrer.

Le 20 octobre à 2 heures du matin, nouvelles illuminations de tirs dans la nuit. Les Viets attaquent. Ils se concentrent sur ma position. Enterrés, armés, équipés, nous les recevons dans un déluge de tirs, mortiers, canons, grenades, armes automatiques.

Les Viets montent à l'assaut en hurlant, essaient plusieurs fois, rien à faire : ils ne passent pas et s'empêtrent dans nos barbelés. Trapp et Leroy, depuis leurs pitons, les tirent comme à la foire. C'est la panique dans les rangs viets.

À 4 heures du matin le calme est revenu, mais les Viets ont

compris qu'ils doivent concentrer leurs efforts sur Hervé pour prendre possession du camp.

Nouvelle attaque, nouvelle marée humaine qui déferle sur nous. Leurs morts sont aussitôt remplacés par une nouvelle vague ; j'ai l'impression que leur nombre est infini. Des explosions, des combats au corps à corps. Trapp ne cède rien. Il mérite bien son surnom de « roc ». Personne ne passe.

Le jour se lève. Les Viets ont échoué. Quatre-vingt-seize cadavres sont accrochés aux fils de fer barbelés. Chez nous, casse peu importante.

À l'horizon apparaît un B-26. C'est le général de Linarès qui vient se rendre compte. Il me félicite et me demande de décrocher. Je réclame des Morane pour évacuer les blessés. J'ordonne à ceux de Gia Hoi de se replier. Ils sont sauvés.

À 12 heures, un message d'Hanoi m'informe qu'aucun avion ne peut atterrir, la météo est trop mauvaise. Je fais enterrer nos morts sur place, j'installe les blessés dans des parachutes, chacun porté par deux hommes, et c'est le repli par le col de Kao Pha.

Une marche terrible. Un supplice. Cent kilomètres à travers la jungle, des cols dépassant les mille cinq cents mètres, quatre jours sans dormir.

Il pleut. Les conditions sont effroyables. Nous glissons sur les pentes. Notre matériel est trop lourd, beaucoup sont au-delà de l'épuisement. Un message arrive de la colonne arrière : « Les Viets sont sur nous, déjà trente gars au tapis. » Dans la seconde

je lance mes ordres : « Balancez votre matériel et foncez sur le col ! »

Le but : l'atteindre avec le minimum de pertes. À minuit, la dernière compagnie est sur l'objectif. Des blessés ont dû être abandonnés. Nous pouvons prendre un peu de repos. Nous tenons le col, les Viets ne peuvent rien faire pour le moment. J'accorde trois heures de récupération. Les gars sont au bout du rouleau et ne parviennent plus à avancer.

Le 21 octobre, à 3 heures du matin, nous repartons. Commence une longue retraite. Manoeuvre en perroquet. Une unité attend les Viets, les canarde, se replie sur quelques kilomètres. Une autre est embusquée un peu plus loin, canarde à son tour les Viets qui sont passés. Stratégie de retardement. Ça marche bien. J'admire le courage de mes paras. Ils n'hésitent pas un instant à aller au feu alors qu'ils savent que nous ne pouvons pas transporter les blessés.

Nous arrivons à Muong Chen. Huit heures pour parcourir quinze kilomètres. Une piste impraticable, les Viets à nos trousses. Le poste comprend une quarantaine de partisans thaïs, commandés par l'adjudant Peyrol. Il nous attend avec des repas chauds. Mes hommes s'effondrent. Certains tombent dans les pommes, d'autres gémissent, moitié râlant, moitié pleurant, pour évacuer l'horreur.

De Linarès m'appelle à nouveau : « Les Viets investissent les positions qui vous dominent. Qu'allez-vous faire ? »

Pour une fois, je n'ai pas de réponse. Nous sommes dans la nasse. Impossible de se défendre ici. Je dois réfléchir, me

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nuit. Mes hommes patrouillent dans les environs pour éviter une attaque surprise.

19 juillet, midi : nous sommes maintenant bien à l'abri, à quelques kilomètres sur l'autre rive. Le ravitaillement nous parvient par les airs, il y a même quelques bouteilles de whisky dans les conteneurs. 17 heures, la nuit tombe, il fait frais, la progression reprend. Nous sommes en sécurité, mais encore huit heures de marche. Fatigue. Je pense à ma famille, à Gaby, à Marie-France, à ma Lorraine. Ça m'évite de voir ce chemin interminable. S'évader dans l'imagination, un bon moyen pour faire passer le temps.

22 h 30, mes premiers éléments prennent contact avec le groupement mobile n° 5. Mission accomplie. Navarre exulte. L'opération des grottes a été menée de main de maître. Son commandement débute bien.

Il m'invite à dîner. Pas moyen de refuser, mais je ne l'aime guère. Il est froid et distant. Il s'arroge les mérites de la réussite de l'opération. Je pense à mes hommes qui ont impeccablement fait leur boulot. Ils mériteraient tous d'être à la table du général.

Quelques jours de repos, au séminaire. Repos occupé par le footing, le parcours du combattant, l'entraînement au tir. Il ne faut pas mollir. Dur, mais rien à voir avec les missions. Rythme régulier, on récupère quand même.

À peine le temps de se retaper, et on nous renvoie dans le delta. Le Viet y règne en maître. La situation n'est pas brillante pour les Français. Pourtant, les effectifs de nos forces sont nombreux. Plus même que ceux des Viets. Quatre cent cinquante

mille hommes contre quatre cent mille en face. Mais ici, les chiffres ne signifient rien. La moitié de notre armée est composée d'effectifs locaux, des gens de bonne volonté, mais peu entraînés et inutiles en cas de coup dur. Les paras ne comptent que huit bataillons. Troupes d'élite dont peut disposer le haut commandement. Le reste est immobilisé dans des postes, attendant les attaques des Viets alors qu'il faudrait prendre l'initiative.

Peu à peu le sentiment s'installe que c'est foutu. La France ne nous envoie plus de renforts. Il est clair, je l'ai dit, que cette guerre n'intéresse personne. Pourquoi continuer à se battre dans ces conditions, pourquoi garder un pays qui ne veut plus de nous ? Pas le droit de se poser la question. Un para doit remplir sa mission. Le reste ne le regarde pas.

CHAPITRE 13

Première prise de Diên Biên Phu

Nous ne restons pas longtemps à Hanoi. Le 19 novembre 1953, Bréchignac et moi sommes convoqués au PC des forces terrestres du Nord-Vietnam par le général Bodet, adjoint de Navarre. Ducourneau et Gilles sont également présents. Nous sautons demain en première vague sur Diên Biên Phu. Ce devrait être une mission facile. Si l'on rencontre trop de résistance, ordre de se replier sur le Laos. À nous de juger sur place. Sinon, nous serons renforcés par un troisième bataillon. Reste à espérer une météo favorable.

Je suis donc à nouveau dans le coup avec Bréchignac. On ne nous sépare plus. Ensemble nous étudions les plans plus précisément. Je sauterai sur le village, sur la DZ « Natacha », et Bréchignac sur la DZ « Simone », à six kilomètres au sud. Toujours de la fête pour les missions délicates. Je ne peux m'empêcher de remarquer que le 6^e a encore une fois le plus beau rôle. Le plus dangereux aussi : la rançon de la gloire !

Je passe la nuit à préparer notre mission. Je connais bien Diên Biên Phu, depuis mon premier contact avec le Pays Thaï, sept ans auparavant. Je me rappelle ce petit village tranquille traversé par la rivière Nam Yum. Je me souviens des deux adjudants qui m'attendaient avec de petits chevaux pour que j'aie rejoint le PC de Quilichini, à cent vingt kilomètres de là, des chevaux tellement petits que mes pieds touchaient le sol. Je me demande ce qu'est devenu le village maintenant que le Pays Thaï est tenu

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

hommes ont tous creusé leur trou et j'ai installé mon PC.

À l'est de mon point d'appui sur Éliane 4 se trouve le 5^e BPVN de Botella, un para qui a fait les campagnes de France, droit, direct, pour moi un frère. Il sait que je suis là et me rejoint : « Bruno, je me mets sous tes ordres. Tu verras, ici c'est un sacré bordel. » Il me raconte la contre-attaque meurtrière dans laquelle il a été engagé la veille alors que ses paras venaient d'arriver. Plusieurs de ses hommes ne voulaient pas avancer. « Des lâches », dit-il. Je ne parle jamais de lâcheté. La peur fait partie de la guerre et parfois elle vous submerge au point que vous ne pouvez plus bouger. Par chance, ça ne m'est jamais arrivé.

Nous peaufinons notre défense sur Éliane 4, toujours le même topo, trous, tranchées, barbelés. Je me suis creusé un alvéole, comme font les Viets ; en cas de fort bombardement, ça évite de prendre des éclats d'obus. On peut apprendre des trucs chez l'ennemi, surtout quand il est malin et courageux, ce qui est le cas ici.

À la fin de la matinée, un de mes officiers, Lepage, est convoqué par Langlais qui dirige les forces d'intervention. Il veut l'envoyer avec sa compagnie faire une reconnaissance. Je saute dans ma jeep et fonce voir Langlais.

« Mon colonel, je dirige mon bataillon. Vous n'avez pas à donner d'ordres à mes hommes. »

Cogny m'a dit que rien n'était commandé ici. Ça va changer. Langlais, je le connais, je l'ai croisé à Saint-Brieuc. Je ne l'ai jamais aimé. Je le trouve froid et nerveux. Il se plante en face de

moi.

« Bigeard, je suis breton, j'ai le crâne dur. Tu es lorrain. On tape chacun dans ce poteau, on verra lequel des deux est le plus solide. »

J'hésite. Puis nous partons ensemble d'un grand éclat de rire. Nous nous sommes reconnus. Faits pour nous entendre.

Pendant une semaine je regarde les installations, évalue nos forces, cherche à comprendre ce que fait l'ennemi. La situation est catastrophique. Le camp n'est pas du tout prêt à essuyer une attaque. Depuis mon départ au mois de décembre, rien de sérieux n'a été préparé. Les tranchées ne sont pas assez profondes, les abris pas assez résistants. Mes hommes savent mieux se protéger quand ils creusent un trou, ne serait-ce que pour un soir. Il n'y a plus de pistes. L'artillerie viet empêche les avions d'atterrir ou de décoller. Il n'y a plus que le parachutage. Le moral des troupes est au plus bas. Beaucoup n'y croient plus. Les pièces d'artillerie sont insuffisantes et mal protégées, totalement inefficaces contre les canons ennemis.

Les Viets, sont enterrés à flanc de montagne, ils sortent pour tirer et rentrent juste après, parfaitement organisés. Impossible de les toucher. Leurs conseillers chinois ont fait du bon boulot.

Le colonel Piroth, artilleur, désespéré par la situation, s'est suicidé la veille de mon arrivée. Il s'est allongé sur une grenade.

Je m'entends bien avec Botella. J'ai encore très mal à la jambe mais ça va un peu mieux. Je suis allé à l'hôpital, où j'ai rencontré pour la première fois le docteur Grauwin, un grand

type athlétique, torse nu, constamment en train de fumer. Il opère, nuit et jour, dans des conditions impossibles. Les blessés sont allongés sur des grabats, en train de pourrir, dans une odeur épouvantable. Pas d'infirmières, pas de médicaments. Il me fait quelques piqûres dans l'artère fémorale pour soulager ma douleur.

C'est là que je rencontre pour la première fois Geneviève de Galard. Son nom fera le tour du monde. Elle est la seule femme du camp. C'est une PFAT, admirable de courage, qui s'est retrouvée bloquée là une fois son avion détruit. Elle ne ménage pas sa peine pour apporter un réconfort moral à mes hommes. Toujours vaillante, toujours de bonne humeur, optimiste, merveilleuse femme.

Tout le camp sait maintenant que le 6^e BPC est là. Les gars reprennent espoir, comme si nous étions leurs sauveurs. Si l'état-major envoie son bataillon d'élite, c'est que tout n'est pas fichu. Et puis le commandant Bruno ne se serait pas fourré dans un guêpier mortel s'il n'y avait vraiment rien à faire. De toute façon, Bruno la baraka va encore s'en sortir et nous en sortir ! Voilà les rumeurs qui courent. S'ils savaient... Je ne suis qu'un para, un exécutant. J'obéis aux ordres. Je les ai appliqués sans aucun commentaire, même si je n'en pense pas moins. Car au fond de moi, je sens bien qu'il n'y a pas grand espoir. Je sais de quoi est capable un peuple qui lutte pour sa liberté, même si la liberté sous le joug des communistes est une malheureuse illusion.

Le 25 mars, neuf jours après mon arrivée, nous sommes prêts au combat. Mais je me sens mal à l'aise. Pas dans mon élément. Ici, c'est une guerre de positions à laquelle je ne suis pas

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

brousse. Geneviève de Galard est là. J'essaie de la rassurer : ils ne feront pas de mal à une femme. Martial est à mes côtés, il n'y croit pas. Pas possible que Bruno la baraka soit vaincu. « On va s'en sortir, hein, on va s'en sortir ? » Je secoue la tête. Non, tout est fini. Mon bataillon est anéanti. J'ai cru un moment que j'allais reprendre l'avantage, que j'allais être à nouveau le seigneur de ce pays, comme il y a huit ans, et ça se termine par une bralée monumentale. L'armée française, forte de ses hommes, de ses armes, de ses bataillons d'élite, a été vaincue par ces petits Tonkinois qu'on prenait pour des amateurs. Leur ardeur, leur résistance, leur foi, leur fanatisme sont venus à bout de l'une des meilleures armées du monde, en tout cas l'une des mieux équipées. À bout surtout de l'orgueil, de l'incompétence, de l'inconscience des politiques et des généraux. Encore quelques coups de feu, pour la gloire, et c'est fini.

Les Viets ont compris. Ils avancent à découvert. Un silence de mort. À 18 heures, ils sont tous là, des milliers de Viets, sur la piste, dans nos tranchées. Je comprends à peine ce qui se passe. Épuisé, hébété. Nous sommes prisonniers. Je pouvais tout imaginer : la mort, peut-être la victoire, mais sûrement pas cette humiliation. Les gars enterrés dans les abris font surface comme des rats, par milliers.

Les Viets nous font sortir du PC. Je ne lève pas les bras. Je me refuse à cette nouvelle reddition, à cette humiliation. Sur le PC flotte maintenant le drapeau rouge à étoiles jaunes. Ils ont gagné. Nous avons perdu. Je n'avais jamais cru que ça arriverait. J'étais sûr de mes hommes, de ma chance, de la cause que nous défendions. Paris, Hanoi nous ont abandonnés.

Partout des files de prisonniers cheminent lentement.

Quelques-uns de mes soldats me croisent, me font signe. Je pense à eux, à leur sacrifice. Il reste à peine quarante survivants de tout mon bataillon, mes huit cents paras. Les autres sont morts, ont disparu. Ils se sont battus jusqu'au bout, pour rien.

CHAPITRE 15

Captifs chez les Viets

Nous voilà prisonniers de ces Vietnamiens dont on estimait, chez les colons et ailleurs, qu'ils étaient juste bons à faire les chauffeurs ou à la rigueur les infirmiers. Pourquoi ont-ils gagné ? Parce qu'ils en avaient plus envie que les Français. Nous nous battions loin de chez nous pour une idée un peu abstraite : faire obstacle au communisme. Eux luttèrent pour libérer leur pays de ce qu'ils considéraient comme une occupation. C'était le sang qui parlait en eux, autant que l'idéal. Et ils étaient sous les ordres d'un chef exceptionnel, Giáp.

Maintenant il faut survivre, revoir la France, se battre à nouveau, témoigner. Oui, je dirai tout ce qui s'est passé à Diên Biên Phu, j'irai crier ce que j'ai sur le coeur, on ne me fera pas taire ! Mon cerveau est en feu sur cette piste où je marche à côté de Langlais, avec tous nos combattants survivants. Nous n'avons rien emporté, nous sommes nus. D'autres, plus malins, avaient prévu la captivité et pris avec eux des sacs bourrés de vivres et de cigarettes.

Langlais ne dit rien. Il a l'air cassé. Je songe aux miens, à Gaby, à Marie-France. Quelle triste fin ! Tout s'effondre. Maintenant c'est le calme sur cette piste. Plus de rafales d'armes automatiques, d'explosions d'obus tuant au hasard ceux que le destin a décidé de faucher. Mais une mort plus lente, plus vicieuse, en somme plus horrible, attend plusieurs milliers d'entre nous, qui disparaîtront à jamais, abandonnés, épuisés par

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

appuyer sur la détente si jamais je suis pris. Je ne veux pas être fait prisonnier. J'entends mes paras qui arrivent. Nouveaux tirs. Les minutes passent. Les Viets abandonnent leur chasse à l'homme et décrochent. Je remonte la pente. Mes hommes sont là, je les engueule pour n'avoir pas chargé en hurlant. En fait, drôlement content de les revoir. La peur me fait dire des conneries. À ce moment le toubib sort des buissons. Quand l'embuscade a commencé, il a sauté du côté des Viets, au milieu d'eux ; lui aussi s'en sort, ils ne l'ont pas vu.

Mes hommes me transportent dans la jeep et chargent nos morts. À Nasan, les médecins remettent mon épaule en place, mais j'en souffrirai pendant des années.

Ce 1^{er} juillet 1994, je me retrouve à Ban Tinh et je pense au mois de mars 1947, quand le chef du village voulait m'offrir sa fille. Je lui avais poliment répondu que j'étais marié, que je regrettais, d'autant plus qu'elle était vraiment très jolie, gracieuse, élégante. Il aurait pu y avoir plein de petits Bigeard, ils auraient sûrement été très beaux, métissés aux yeux bridés... mais il n'y en a pas eu. Durant ce premier séjour en Pays Thaï, je suis resté deux ans sans femme, vraiment sans femme, parce que si le patron prend une femme, tout le monde en fait autant. Et quand on fait la guerre, on n'a pas le temps de faire l'amour. Il faut créer un état d'esprit pour que les choses marchent vraiment.

Je raconte mon histoire aux gamins de Ban Tinh. Ils sont tous morts de rire. Je les adore. Ils sont beaux, jeunes, en pleine santé, heureux de vivre. On a fait la guerre contre leurs grands-parents, c'est comme ça. La vie passe. Les ennemis d'hier deviennent des amis, et c'est beaucoup mieux ainsi.

Je rencontre mes anciens ennemis, pendant ce séjour de 1994. Au départ je ne voulais pas revenir au Vietnam, je préférais rester avec mes souvenirs. Mais je me suis dit que ça ferait parler de cette guerre, que ça permettrait de rendre hommage à tous les types morts là-bas, d'éviter l'oubli.

Les soldats vietminh étaient des types estimables, fanatisés peut-être, mais des combattants hors pair, préférant se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Pendant ces dix jours de voyage au coeur du passé, j'ai eu à mes côtés le colonel vietminh Pham Xuan Phuong. Il m'a accueilli à ma descente d'avion, m'a accompagné à Diên Biên Phu sur les lieux de nos anciens combats. Ça nous a permis de comparer nos méthodes. À l'époque il était jeune capitaine, il commandait la compagnie qui m'a tiré dessus quand j'ai été largué sur Isabelle le 16 mars. Avec un large sourire, il me dit qu'il s'est arrangé pour me rater, parce qu'on me respectait trop dans les rangs viets. Même si je doute que ce soit la vérité, je trouve que son histoire est bien gentille pour moi. Et à grand renfort de tapes dans le dos, on en a bien rigolé. Depuis, il m'écrit régulièrement et nous avons tissé un lien entre Toul et Diên Biên Phu.

Retrouver des combattants comme lui, même si on était les uns face aux autres, c'est formidable. On a mené la même vie, on a souffert ensemble, on a failli crever ensemble : cela crée un respect mutuel. La vraie douleur, la seule chose que je ne pardonne pas aux Viets, ce sont les huit mille morts pendant ces quatre mois de captivité. Cruauté inutile, inhumanité. Giáp était un grand général, mais sa doctrine, le marxisme, est inhumaine. L'ancien capitaine vietminh m'a dit : « Nous n'avons tué aucun prisonnier. » C'est vrai, ils les ont laissé crever, alors qu'il aurait été si facile de sauver tout le monde. Je l'ai dit : une banane par

jour, et on ramenait les gars vivants. Je ne pourrai jamais l'oublier. Je suis là, à marcher sur ces pistes et ces montagnes pour ces soldats de deuxième classe qui, huit jours avant la chute, demandaient à sauter sur Diên Biên Phu. Ils étaient largués en pleine nuit, et savaient qu'ils avaient une chance sur deux de tomber sur des Viets et d'être massacrés.

Retour à Diên Biên Phu, en 1946 et 1947. Les Thaïs étaient à mes côtés, se battaient avec moi, mais comme je l'ai dit, ils ont foutu le camp dès les premiers combats. Montagnards, ils avaient besoin de grands espaces. Là ils étaient coincés. Je ne leur en veux pas. J'ai quelques bons souvenirs avec eux. Avec le recul, j'ai compris que nous avons commis une erreur là-bas : mettre des troupes thaïes démotivées sur des points d'appui aussi importants.

À Diên Biên Phu, nous avons aussi un escadron de blindés à peu près inutiles, étant donné le genre de guerre que nous menions. Et en 1994, à travers la campagne, il restait des carcasses de notre défaite. Tous les anciens qui reviennent se font photographier devant ces squelettes de char que les Viets ont gardés comme symbole de leur victoire. Chaque année des dizaines d'hommes font le voyage, paient leur billet d'avion pour revenir sur ce lieu où ils ont vécu des heures si tragiques. Diên Biên Phu, ils y pensent tous les jours, comme moi. Ils ont encore l'impression d'y être. Ces vieux tas de ferraille restent là à pourrir comme la poussière de nos illusions.

Je reviens sur Dominique. En face de moi, les Huguette. Juste au-dessus d'elles, il y avait des DCA viets qui empêchaient nos avions de se poser ou de larguer du matériel. C'est là que j'ai mené ma première contre-attaque. À l'époque, un désert. Tout

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

En février 1956, je pars en mission pour trois jours à Paris faire mon rapport. Comme une parenthèse. Trois jours volés à la guerre. C'est bon de se retrouver dans une chambre d'hôtel, de prendre un bain, d'être propre, de se frotter contre Gaby qui m'attend. Elle arrive en retard à l'aéroport à cause d'un petit accident. Mais elle n'est pas seule : le général Gilles l'accompagne. Et il ne va pas nous lâcher de la soirée. Il nous invite à dîner. 22 heures... 23 heures... j'ai tellement envie d'être seul avec ma femme ! Enfin il s'éclipse. Nous nous retrouvons. La cote 701 s'éloigne un peu. Quelques heures de bonheur volées sur ma mission.

Je suis de retour dans mes montagnes, sur la cote 701. À Alger, les événements se précipitent. Guy Mollet est accueilli sous une pluie de tomates. Soustelle est remplacé par Lacoste. C'est la valse dans les états-majors. Je suis loin de tout ça. Dans mon djebel, un seul objectif : faire du 3^e RPC l'égal de mon 6^e BPC d'Indochine. Je vis avec mes hommes. Nous traquons les rebelles tout en dialoguant avec la population. Conditions de vie difficiles dans un univers hostile. Montagnes escarpées, fellaghas à l'affût. Mais grâce à notre présence, la vie reprend un peu. Marchés, commerces, écoles, infirmeries et dispensaires. La population rend les armes, nous rétablissons la confiance. La zone d'El Milia est pacifiée.

Peu d'opérations d'envergure. C'est un travail de terrain, en plein hiver, par un froid glacial. J'en profite pour insister sur la formation. Des troupes d'élite, paras et légionnaires, composées d'engagés, ont une bonne expérience et un réel esprit de combat. Ils doivent intervenir ponctuellement sur les points sensibles. Mon avis est que tous les paras en stage, y compris les officiers, doivent être des athlètes rompus à toutes les techniques de

combat. Officiers, sous-officiers, hommes de troupe, tous sont logés chez moi à la même enseigne, à égalité dans l'entraînement. Propres, nets, bien rasés. Ils doivent combattre comme des révolutionnaires et savoir utiliser toutes les techniques de l'adversaire. C'est ce que j'explique dans les réunions. Je présente toujours la rébellion sous son vrai visage, avec ses faiblesses, et surtout ses forces et ses grandeurs. L'organisation que j'ai mise en place maintenant est parfaitement adaptée à cette guérilla. Je rappelle à mes gars qu'une telle guerre nécessite une attention de tous les instants. Question de capacité d'adaptation, la vraie intelligence du soldat, la seule. Auprès des officiers j'insiste sans arrêt sur la prudence, la nécessité d'économiser la vie des hommes. Et aussi de respecter l'adversaire. Ces combattants, dans le djebel, se battent pour leur liberté. Nous sommes là pour obéir, mais ce n'est pas une raison pour ne pas faire la guerre proprement. Quand je reçois des appelés ou des soldats en stage, je les aligne devant mes hommes au garde à vous. Les nouveaux venus sont avachis, mal rasés, mal habillés. Les miens sont souples, bronzés, forts. Je donne le choix aux nouveaux : rester des cloches, ou devenir comme mes paras. Ils optent vite pour la deuxième solution !

Les gars du contingent sont capables du meilleur, à condition d'être encadrés. Mon boulot : tirer de chacun le meilleur. Ce qui a rarement été le cas jusqu'à présent, car le commandement n'est pas toujours à la hauteur. Ce qui fait que pour mener la guerre, il ne reste que les unités d'élite de Massu, Jeanpierre, Bigeard et quelques autres. Nous sommes les fers de lance de ce conflit très particulier.

J'organise même une exposition. Mon « Barnum », comme je

l'appelle. J'ai demandé au lieutenant Allaire de la réaliser. Il faut savoir communiquer. On a installé le cirque dans une grande tente, avec des plans suspendus à des plaques de contreplaqué. Organisation du régiment, projets, réflexions, slogans, et des devises, du genre « Croire et oser ».

Allaire accroche un peu partout des haut-parleurs qui diffusent de la musique et des petites phrases pour forcer la prise de conscience. Nous avons créé une station de radio. Dès qu'on a une nouvelle, elle est diffusée. Notre exposition est un grand succès. Des Européens des environs viennent la visiter, ainsi que des jeunes officiers en stage d'initiation. Des journalistes en parlent, dont mon ami Jean Lartéguy. En France tout le monde est au courant. La guerre est aussi affaire de psychologie.

À Paris, les politiques ne savent plus sur quel pied danser. Leur dernière décision : la délimitation de l'Algérie en trois secteurs géographiques, qui vont permettre de mieux définir notre sphère d'intervention. D'abord, les zones d'opérations, avec pour objectif l'écrasement des rebelles. Ensuite, les zones de pacification où l'on devra protéger les populations européennes et musulmanes. Enfin, les zones interdites qui doivent être évacuées, et leurs populations rassemblées dans des camps d'hébergement pris en charge par l'armée. Pour mes hommes et moi, seules comptent les zones 1 et 3. C'est là que nous devons intervenir.

En France, le 2 décembre 1955, le président Coty a dissous l'Assemblée nationale. C'est la campagne des élections législatives. Guy Mollet répète que la guerre d'Algérie est imbécile et sans issue. Et nous, dans le djebel, nous nous préparons à combattre !

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Toute la journée du 9 juin nous étendons notre emprise sur le secteur. Je mets mon dispositif en place. L'ennemi se retrouve enfermé dans un étau grâce au bouclage du canyon sur les hauteurs et aux extrémités. Pendant deux jours mon régiment poursuit le nettoyage des caches, des trous où se planquent les fellaghas.

Quarante-huit heures plus tard, la vallée est entièrement nettoyée. Mais le bilan est lourd. Pour nous, deux tués, seize blessés. Pour les rebelles, cinquante-six tués, une centaine de blessés et six prisonniers. Si ce bilan est à notre avantage, il signale aussi nos faiblesses. Le haut commandement n'est pas à la hauteur. Rien n'a été prévu correctement. On nous a lancés dans l'aventure sans m'avoir livré le moindre renseignement sur les positions rebelles. Les cartes sont inexactes, ce qui entraîne des largages hasardeux. Je rédige un rapport incendiaire. Une fois encore je ne mâche pas mes mots.

Pour finir de reprendre la région en main, je demande à rester sur la zone pendant quelques jours. Le 16 juin, je fais bombarder une position rebelle repérée à vingt kilomètres à l'est. Les rebelles sont tenaces et se battent comme des héros. La 13^e demi-brigade de la région est en difficulté. Je décide d'aller les aider, de me mettre à leur tête. Je me fais déposer par un hélico au-devant de mes soldats. Je leur gueule de me suivre.

À peine le temps de lancer un ordre. Je m'élanche et je tombe, la poitrine déchirée par une balle. Je suis à terre. Mes gars m'entourent. J'ai à peine le réflexe de passer le commandement à mon adjoint et de lui ordonner de foncer, puis je sombre dans une semi-inconscience. Je sens qu'on m'emporte pendant que la Légion et les paras viennent à bout de l'ennemi.

C'est donc Lenoir qui prend le relais. Je suis évacué par la voie des airs. Atterrissage, vague souvenir d'un premier toubib, nouveau décollage. Je me retrouve à Constantine, à l'hosto, entre les mains de médecins de choc, anciens d'Indochine. Ce sont de bons toubibs, ils ont vu des cas plus graves que le mien. Je plonge dans un délicieux repos. Dormir, enfin.

Au réveil, j'apprends que mes hommes ont bouclé l'opération Nementchas. Encore une fois le bilan est excellent : quarante fellaghas tués, pertes minimales chez nous. Et je suis là, étendu dans un lit, tandis que mes paras savourent leur triomphe dans le désert, seuls au milieu de la nature. Non, je n'ai rien à faire dans cette chambre : je n'ai qu'une envie, foutre le camp. La mort n'a pas voulu de moi, je ne vais pas m'attarder dans cet hosto. Je ne suis pas malade. Je commence à piaffer, il paraît que je suis insupportable. Je veux aller reprendre ma place auprès de mes gars. Les médecins insistent : il me faut du repos.

Au petit matin, je fais le mur en douce pour me dégourdir les jambes. On me ramène au lit illico. Il paraît que je risque une hémorragie. On me passe même un sacré savon. Je me rends, j'ai compris. C'est grave. Mais tant qu'à être réduit à l'impuissance, autant rentrer en France. C'est ce que je fais.

Gaby et Marie-France m'accueillent à Orly. Mais elles ne sont pas seules : des journalistes, des photographes que je reconnais, qui ont fait partie de mes régiments. Cette première nuit parisienne, je la passe, comme toujours, à l'hôtel Terminus, gare Saint-Lazare. Chambre pleine de fleurs et de télégrammes.

Toul. Retour au pays. Mon footing quotidien, et des hordes de journalistes qui veulent me voir. Pendant ce temps, en Algérie, la

situation empire. Le terrorisme fait rage. La casbah s'enflamme. Une violente explosion, rue de Thèbes, a pulvérisé trois immeubles. Il y a soixante-dix morts. Les terroristes européens, de leur côté, attaquent au revolver. C'est l'escalade. À la prison de Barberousse, le 19, deux chefs rebelles ont été guillotins pour avoir abattu un garde-chasse et six hommes, une femme et une petite fille, passagers d'un car de tourisme. Exécutés pour calmer la population, bien que l'évêque d'Alger ait demandé leur grâce. Du coup, monseigneur Duval est surnommé Mohamed ben Duval par les pieds-noirs, qui l'accusent de sympathies FLN. La terreur s'installe. Je ne sais pas encore que dans quelques mois je serai envoyé là-bas pour rétablir l'ordre.

En attendant, à Toul, le courrier afflue. Martial Chevalier m'aide à trier les centaines de lettres auxquelles je me fais un devoir de répondre. Puis une nouvelle arrive : le président de la République, René Coty, tient à me rendre hommage le 14 juillet à Paris, et à me remettre lui-même la plaque de grand officier de la Légion d'honneur.

Me voilà dans un rôle de vedette, sous les yeux de la France entière. Ça continue de rendre fous de rage ceux que je dérange par mon franc-parler. Le général Gilles en prend ombrage. Il m'informe qu'on parle trop de moi. Il me reproche en somme de jouer l'opinion contre la hiérarchie militaire. Je lui réponds : « La décoration c'est bien, mais je ne demande rien et je préfère honnêtement ne pas recevoir cette distinction. »

N'empêche, je ne suis pas mécontent de l'honneur qui m'est fait.

La cérémonie a lieu le 14 juillet 1956. Me voilà au garde à

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

photos qui nous permettent des identifications, des recoupements, des dénonciations.

Le FLN est bien organisé. Il lève un impôt de soutien auprès de la population. Il a aussi créé un « service social » pour subvenir aux besoins des internés ou des victimes de ses propres actions. La toile se tisse peu à peu. Pas facile de la pénétrer. Mais nous recherchons activement le chef, ce Ben M'Hidi que nous voulons arrêter à tout prix, parce qu'il est la tête pensante du mouvement. Son credo appliqué en tactique : le terrorisme par les bombes. Au congrès de la vallée de la Soummam, le 20 août 1956, il a déclaré : « Les maquis urbains constituent déjà une seconde armée sans uniforme. Une bombe vaut mieux qu'un long discours. » C'est pourquoi, dans Alger, l'utilisation des bombes devient quasi quotidienne. Rien de plus facile que de fabriquer une bombe, de la poser, de la faire exploser.

Cela fait bientôt un mois que nous sommes dans la casbah. Ce quartier d'Alger est vraiment le centre nerveux de la lutte : une zone quasi incontrôlable avant notre arrivée, qui ne l'est plus à présent. Notre intervention place l'adversaire en situation d'insécurité. Nous ne sommes plus dans une position défensive. Nous avons repris la main.

C'est alors que le FLN décide une paralysie totale du pays en lançant une nouvelle grève. Celle-ci doit être très largement généralisée, puisqu'elle s'appliquera même aux enfants des écoles. La ville est inondée de tracts. L'atmosphère devient terriblement lourde. Mais une fois encore la grève est un fiasco. Je redoute une réaction violente. Je ne me trompe pas. Ben M'Hidi décide de relancer l'action terroriste. Il installe, chez le bachaga Boutaleb, membre de l'assemblée algérienne, une

équipe spéciale, chargée d'organiser les attentats.

Je sais que ces actions vont reprendre, mais je sais aussi que nous avons maintenant les moyens d'y répondre. Mon équipe est soudée, elle fait du bon boulot. On réussit à mêler l'intelligence des enquêtes et les démonstrations de force. Et ça marche. Le ministre de la Défense, Bourgès-Maunoury, en visite à Alger ce 9 février, tient à nous rendre visite. Le lendemain, il monte à notre quartier, El Biar, pour nous féliciter. À ce moment de nouveaux attentats ont lieu dans la ville. Onze morts et trente-deux blessés. Le ministre, livide, se rend aussitôt sur les lieux et nous donne l'ordre de débarrasser Alger du terrorisme.

Nous redoublons d'efforts et orientons nos investigations vers les politiques. C'est le coeur du mouvement. En les frappant nous parviendrons à éradiquer cette gangrène d'Alger. Nous venons de comprendre enfin que cette branche se divise en trois régions d'intervention. Nous remontons la filière des collecteurs de fonds, qui nous amène à reconstituer le puzzle. L'argent est toujours le nerf de la guerre. Nous arrêtons des responsables qui nous donnent des indications. Cela nous permet d'en arrêter d'autres qui parlent à leur tour et permettent de pénétrer la toile d'araignée. L'étau se resserre autour des chefs.

De toute cette période, je garde des traces dans mes archives. Tout est écrit. Le nom de ceux qui ont parlé, les pseudonymes, la description détaillée des actes commis. D'autres que moi pourraient être tentés de créer aujourd'hui une pagaille indescriptible en Algérie et des règlements de comptes sanglants, mais ce n'est pas mon genre. Le passé est le passé. Ceux qui ont parlé l'ont fait en d'autres temps, en d'autres circonstances, et je n'éprouve aucun sentiment d'aigreur à

l'égard des Algériens. Certains acteurs de l'époque sont encore de ce monde, vivent tranquilles maintenant, ont une famille, des enfants, des petits-enfants : il est inutile de raviver les plaies, les vieilles querelles algéro-algériennes. Je pense qu'il est temps pour l'Algérie, après toutes ces périodes successives de vengeance, puis ces années de plomb et de sang qui se terminent à peine, de se reconstruire enfin. Toutes mes archives disparaîtront avec moi.

L'objectif que je poursuis avec mes hommes, c'est Ben M'Hidi. Je veux désorganiser complètement la pyramide en arrêtant la tête. Le 14 février 1957, se produit un fait inattendu qui va porter un coup très dur à l'adversaire.

Au cours d'un contrôle dans la casbah, on appréhende un individu fiché. Pendant son interrogatoire, nous apprenons qu'il existe un dépôt d'armes dans la villa Mehoulis à Birmandreïs. C'est une petite information, mais elle va avoir de grandes conséquences. On s'y rend, et on perquisitionne. Nous ne trouvons pas d'armes, mais une cache. De fil en aiguille nous remontons jusqu'à des munitions. Les paras fouillent les lieux et saisissent vingt-cinq bombes. Notre indicateur nous dit qu'il ne sait rien de plus, sauf que l'un de ses amis, « Smaïn », est spécialiste de la question.

Nous réussissons à coincer ce Smaïn dans la nuit du 15 au 16 février. Lui non plus ne sait rien, dit-il, mais il a repéré des allées et venues suspectes dans la casbah. Perquisitions immédiates. Nous ne trouvons rien. Un enfant qui joue dans la rue nous indique que l'on vient de construire sur la terrasse un appentis où se font des travaux d'horlogerie.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



À Dien Bien Phu, 1954. © Eyedea



Le commandant Marcel Bigeard (dit « Bruno ») du groupement aéroporté, en liaison radio pendant la bataille de Dien Bien Phu, 16 mars 1954. © ECPAD



Diên Biên Phu, PC GONO. De gauche à droite :
le commandant Botella, le commandant Bigeard, le commandant Turret, le lieutenant-
colonel Langlais et le lieutenant-colonel de Seguins-Pazzis, 27 mars 1954. © ECPAD



Libération du lieutenant-colonel Bigeard, du commandant Voineau et du colonel Langlais,
6 septembre 1954. © ECPAD



Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



À gauche : Marcel Bigeard en campagne législative, 1978.

© Daniel Simon/Gamma/Eyedea

À droite : Marcel Bigeard devient député de Meurthe-et-Moselle de 1978 à 1981.

© Jacques Pavlovsky/Corbis



Beyrouth, au « poste Drakkar », octobre 1983. © ECPAD



La notoriété de Marcel Bigeard © Francis Demange/Gamma/Eyedeia



© Gamma/Eyedeia





Au journal télévisé, 20 octobre 1976. © Scoop



Marcel Bigeard entre au musée Grévin, 25 octobre 1994. © Alain Benaimous/Gamma/Eyedea

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

« Je vais m'infiltrer de nuit pour les attendre dans les zones montagneuses, à quarante kilomètres de l'endroit où ils ont fait le coup. »

Le général me regarde, étonné, mais il est bien obligé de me faire confiance. Quand j'arrive à Sidi-Ferruch, mes hommes sont déjà dans les camions. À 17 heures, nous traversons Alger et deux heures plus tard, nous sommes à Médéa. Une pause. Je réunis mes capitaines autour de ma jeep. J'étale la carte sur le capot et distribue mes ordres. J'ai vraiment une équipe du tonnerre autour de moi : Pétot, Planet, de Llamby, Florès, Chabannes, Le Boudec, Allaire, je voudrais n'en oublier aucun. La plupart sont des anciens d'Indochine. Ils savent tenir les hommes et réagissent au quart de tour.

Les camions fileront tous feux éteints vers Champlain. Nous pousserons ensuite plus au nord et nous débarquerons des camions aux environs de la cote 895 où Chabannes et sa compagnie resteront en alerte héliportée. Les hélicos rejoindront cet emplacement au lever du jour, les véhicules seront envoyés sur Champlain à 6 heures du matin. Je place mes hommes. Je sais que je joue mon va-tout. Je fais le pari que nous pouvons gagner en nous identifiant aux fellaghas. Mes hommes sont habiles, légers, nous avons une chance.

À 3 heures du matin, j'escalade mon sommet. À 4 heures, je contacte tous mes capitaines. Ils sont tous à leurs emplacements. À 5 heures, tout le dispositif est en place. Commence alors une longue attente : l'ennemi ne se doute de rien. Tous ses chemins sont coupés. Par le fond de l'oued, il est bloqué, par les plateaux aussi. Il ne nous reste qu'à attendre le lever du jour.

Je commence à avoir des doutes : et si j'avais fait une erreur ? Pourtant mon instinct ne m'a jamais trompé. Pendant tout le début de la journée, il ne se passe rien. 7 heures, 8 heures, 9 heures... le silence. Je me demande si nous n'avons pas été repérés. Même si nous avons pris toutes les précautions, un moteur de camion porte loin dans la nuit. Si nous avons été identifiés, le téléphone arabe a dû faire son office. Je continue de m'interroger. À 10 heures, je passe un message à mes hommes qui commencent sérieusement à s'impatienter. Je donne mes ordres :

« Que personne ne bronche. Restez planqués jusqu'à midi. Au-delà, on avisera. »

L'attente se poursuit.

À 10 h 40, j'ai un signal radio : « De Llamby à Bruno : une bande d'une centaine d'hommes minimum, en colonne par un, venant de l'est, progresse dans l'oued et se dirige vers mon embuscade. »

Cette fois, nous les tenons. L'accrochage va avoir lieu. Mais ils sont beaucoup plus nombreux que ce que j'avais prévu. Je m'attendais à environ deux cents hommes, ils sont autant que nous. Des combattants sérieux. Ils étaient au courant de notre présence. Des bergers leur ont signalé nos mouvements et le nombre de mes hommes. Dans la nuit, difficile de passer inaperçus. Mais ils sont pris dans la nasse. Le ciel est dégagé, l'aviation pourra travailler à vue.

Je donne l'ordre de décollage aux avions, ainsi qu'aux hélicos. Les fellaghas tentent de remonter sur les crêtes, mais très vite

nous les enfermons dans le fond de la vallée. Les combats sont violents. Les rebelles tiennent un feu nourri et protègent leur chef qui tente une échappée. De mon perchoir, je suis le déroulement des combats. Les rebelles sont des guerriers redoutables. Ils ne craignent pas le sacrifice. Ils préfèrent mourir plutôt que de céder un pouce de terrain.

J'appelle un hélico qui vient me chercher pour rejoindre Chabannes. Mais l'ennemi nous tire dessus. On descend alors en glissade pour éviter les rafales. Au sol, nos hommes évacuent les blessés, les morts. La bataille dure toute la journée. Les combats ne cessent pas quand le soir tombe. Toute la nuit les tirs font rage. Le matin du 24, un feu nourri éclate, toujours dans les montagnes. Pas une minute de repos ni de veille.

Je rejoins mon PC sur le sommet. Massu débarque en hélicoptère et me félicite pour la réussite de l'opération. Mais plusieurs de mes hommes sont morts et ça fait toujours très mal. Le 25, les combats se poursuivent, les tirs s'espacent. Nous savons que nous avons pris le dessus, que nous sommes en train de gagner. Mais la bataille n'est pas encore terminée. Il faudra se battre encore tout un jour et toute une nuit. Le 26 mai, nous sommes totalement maîtres du terrain. L'ennemi s'est protégé dans les grottes et cela nous a coûté cher. Même coincé, cerné, il est en bonne position pour tirer et il a fait des dégâts parmi mes paras. Trop de dégâts !

Nous venons de vivre trois jours épuisants, trois jours de bataille violente et acharnée, contre un ennemi qui s'est battu avec un courage auquel je veux rendre hommage. Nous éprouvons tous un sentiment de respect et d'estime pour ceux d'en face. Seuls ceux qui ont vécu de telles situations peuvent

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

arrêt dans sa cellule, avec Massu et le capitaine Graziani. Je ne veux surtout pas que Gaby lise ce tissu de saloperies, cela lui ferait trop mal. Je lui en parle pourtant en lui jurant qu'il n'y a rien de vrai dans ces accusations. Elle le sait, elle me connaît, elle me croit.

Pendant les jours et les semaines suivantes les attaques continuent. D'abord c'est *Libération* qui en rajoute sur ce sujet, pensant à juste titre s'attirer de nouveaux lecteurs, des jeunes en particulier qui n'ont pas vécu cette période de notre histoire. Puis, *L'Humanité* prend le relais. Les communistes invitent la dame qui m'accuse à la Fête de l'Huma. Elle se répand publiquement en mensonges scandaleux, on la croit, on l'applaudit. On lui organise un véritable plan média, on l'interviewe. Elle passe dans les émissions radio, les journaux de province s'emparent de l'affaire. Partout, elle continue de déverser son fiel et ses mensonges. Et personne pour l'arrêter, personne pour lui opposer ses propres contradictions. Taper sur des militaires, un régal ! Massu et moi sommes de hauts gradés emblématiques, tous deux grand-croix de la Légion d'honneur. Les salauds qui sont derrière cette machination savent très bien ce qu'ils font : ils ont choisi un général connu, populaire, qui a défrayé la chronique avec ses paras pendant la guerre d'Algérie. Pour ces calomniateurs, c'est un véritable régal, je le répète, de démolir des héros qui ont consacré leur vie à la France, qui se sont battus dans toutes les campagnes, qui ont failli y rester, dont tant de camarades sont morts.

Pour ces esprits étriqués, la notion de patrie est tout juste bonne à être piétinée. L'armée, c'est terminé, une vieille chose ringarde ! On peut lui marcher dessus pour se hausser auprès des camarades. Toutes les valeurs militaires sont à jeter au panier. Je

ne peux pas exprimer ce que j'ai souffert pendant cette campagne de calomnies. J'aurais préféré une balle en pleine poitrine au cours d'un assaut. Ou même ne pas survivre à l'attentat de Constantine. C'était le combat, c'était la lutte. Mais là, non ! Un coup dans le dos ! C'est ignoble, c'est dégueulasse.

Ceux qui ont déclenché l'affaire savaient parfaitement qu'ils allaient trouver un écho parmi quelques esprits faibles ou quelques salopards dont le métier est de dénigrer. Heureusement, je croule sous les lettres, un courrier énorme. Des centaines de personnes, connues ou inconnues, des anonymes, qui protestent violemment contre de tels procédés. Des gens qui ne me connaissent pas, seulement de réputation, mais qui comprennent au quart de tour qu'il s'agit d'une manoeuvre. Ils sont scandalisés, écoeurés, ils m'assurent de leur soutien. « Courage », « C'est à nous de vous défendre. » Certains parlent même de former des comités de soutien. Je refuse. J'ai toujours eu l'habitude de faire face seul.

Je ne reçois la visite d'aucun journaliste curieux de venir préciser les choses, de rétablir la vérité. Aucune télé ne me donne le temps d'antenne nécessaire pour répondre, pour démonter cette machination odieuse.

Pendant quelques jours, je le reconnais, je suis sonné. De petites manoeuvres mesquines viennent s'ajouter et m'atteignent : Mme Voynet, ministre en exercice, écrit sur son papier à en-tête du ministère de l'Environnement au maire de Trimbach pour faire débaptiser une rue Bigeard, inaugurée peu de temps auparavant. Cela peut sembler incroyable, mais c'est ainsi : elle exige qu'on arrache cette plaque.

Personnellement, je n'ai jamais rien demandé, surtout pas qu'on me dédie une rue ou une place. Plusieurs villes l'ont fait, dont Toul qui m'a consacré de mon vivant une avenue de plus de deux kilomètres. J'en suis heureux et fier, mais encore une fois, dans ma vie, je n'ai jamais rien demandé à personne, ni décorations ni boulevard. Ce qu'on m'a donné, je l'ai reçu, c'est tout. Mme Voynet, laissant parler sa passion et sa haine, aveugle, oublie son rang de ministre, et écrit pour réclamer une censure que je ne mérite pas et qu'elle n'a aucun droit d'exiger. Heureusement, le maire a tenu bon, a résisté aux pressions, et j'ai toujours une rue à mon nom à Trimbach – merci Monsieur le maire – et une avenue Bigeard à Toul.

Pendant ce temps, aucun officiel, aucun ministre, ni même l'Élysée, ne rappelle à l'ordre la ministre. Les députés à l'Assemblée nationale, mes anciens « collègues », restent silencieux. Personne décidément pour me défendre, ni pour défendre l'armée lâchement attaquée à travers ma personne et à travers celle du général Massu. Et surtout pas le chef des armées, le président de la République. Je suis stupéfait.

Un seul va s'élever contre cette ignominie : Pierre Messmer, ancien Premier ministre, un vrai gaulliste celui-là. Il prend position en ma faveur. Il réagit à cette campagne ignoble en déclarant dans *Le Figaro Magazine* du 2 décembre 2000 que toutes ces histoires ne reposent sur rien : en réalité, il s'agit pour la gauche de réécrire l'histoire. Pierre Messmer était ministre des Armées de 1960 à 1969 : il connaît les responsabilités de chacun et les dessous de toutes ces affaires.

Voici un extrait de l'interview accordée par Pierre Messmer à Henri Amouroux :

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nom de Bigeard est de nouveau à la une de tous les journaux. À Alger et aussi en métropole. *Paris Match* envoie un de ses grands reporters-photographes, Daniel Camus, qui avait été l'un de mes compagnons dans notre tentative d'évasion en Indochine. Heureux de le retrouver.

Malgré ce succès, nous savons qu'une nouvelle bande circule dans la région, protégée par la population des oasis. Les jours suivants, nous mettons tout en oeuvre pour la localiser. Nous cernons la zone où ils se planquent. Je sens que l'étau se resserre. Cette fois nous sommes loin de nos bases, à cent cinquante kilomètres de Timimoun.

Le 3 décembre, je considère que nous sommes prêts et lance l'opération. Des nouvelles nous sont parvenues, indiquant l'emplacement de deux groupes. On avance. Il faut maintenant forcer au gîte le gros des troupes ennemies.

À 8 h 35, je lance l'opération. Mes hommes, à pied dans le désert, vont affronter la tempête, bouffer du sable. Nous traquons l'ennemi pendant plus de quatre jours. Le 7 décembre enfin, contact. Accrochage sérieux. À 15 heures, l'attaque est déclenchée. Le combat est sauvage. À 20 heures, c'est terminé. Nous sommes victorieux : quarante-cinq rebelles tués, six prisonniers, de nombreux documents et huit cents kilos de munitions saisis. Une réussite totale. Le résultat de longs efforts de recherche, de toute une stratégie, d'une affaire que j'ai menée d'un bout à l'autre. Mes hommes, encore une fois, ont prouvé qu'ils pouvaient se dépasser, et que mon choix pour ce type de combat est le bon. Timimoun, c'est la consécration de deux années de travail. La récompense d'efforts immenses.

Du coup, je suis promu colonel, à titre exceptionnel. Dans les journaux, ce sont de nouvelles manchettes qui nous mettent à l'honneur : « Bigeard, plus jeune colonel de l'armée de terre à 41 ans. » Massu, avec classe et honnêteté, a appuyé ma promotion. Pourtant, nos différends ne vont pas cesser, et une nouvelle fois je vais devoir m'opposer à lui.

Mi-janvier 1958, Massu me convoque. Il m'envoie du côté de Colomb-Béchar, dans un endroit paumé où tout le monde s'étonnerait de me voir. En clair, il m'ordonne d'aller chasser le bourricot aux frontières de la Tunisie. En effet, il me confie généreusement l'interception d'un convoi de mules. Je trouve cet ordre ridicule. Mes gars rentrent à peine de combats très durs aux confins des sables, on pourrait confier la mission à d'autres. Je refuse. Il se fâche. L'état-major aussi. Massu s'entête. Il n'apprécie pas mon refus. Son entourage voudrait me sanctionner. Peu de temps après la lettre élogieuse qui a soutenu ma promotion comme colonel, il rédige une note féroce, celle où il affirme que je pourrais devenir dangereux si le Parti communiste me récupérait. Ce qui, je me répète, est tout de même assez marrant.

Du coup, je ne vais pas chasser le bourricot mais je pars en mission dans les Nementchas, du 28 janvier à la fin février 1958.

Depuis notre dernier passage, la situation s'est aggravée dans le secteur. Encore un coin où rien ne va plus en l'absence de Bruno, sans me prendre pour le sauveur incontournable. La mission : briser les réseaux politico-militaires qui travaillent avec les groupes dont les bases arrière sont installées en Tunisie. Cette frontière est une vraie passoire malgré l'action du général Vanuxem, en 1957. Il avait commencé à développer un plan de

verrouillage de la frontière. Un barrage électrique de trois cent vingt kilomètres est déployé entre les deux pays. Des centaines de tonnes de barbelés, avec des postes de repérage tous les quinze kilomètres. Il est prévu d'y ajouter des champs de mines. L'objectif : couper la route du ravitaillement et la relève des maquis de l'intérieur, pour priver les rebelles d'une position de repli. Le dispositif porte sur la région de Tébessa et de Souk Ahras, passage obligé des maquisards. Le général Vanuxem avait déjà voulu mettre le même système au point en Indochine, mais il n'avait finalement pas eu le temps de mener à bien son projet.

Mon régiment passe à l'action sur toute la région de Tébessa. Les combats se poursuivent de la fin janvier au 28 février 1958. C'est à ce moment que je suis convoqué à Paris. Je dois me présenter au général de Guillebon, commandant l'École polytechnique. Il m'invite à déjeuner avec son épouse. Un beau couple. Et, au dessert, un héros fait son apparition : Chaban-Delmas, le ministre de la Défense nationale. Très bel homme, élégant, racé, souriant. Il me propose de me présenter à la succession du député communiste de Seine-Saint-Denis, Marcel Cachin, qui vient de mourir. Il est sûr de mon élection. J'en reste ébahi. Je suis stupéfait. Flatté, bien sûr, mais l'aventure politique, ce n'est pas pour moi. Pas encore, puisque l'avenir me démentira. Je pense à mon régiment, qui est au même moment là-bas, en Algérie, aux prises avec les rebelles. Je préfère décliner la proposition. Pourtant, sur le chemin du retour, je réfléchis : pourquoi cette manoeuvre ? Bien sûr, je suis, comme on dit, une figure. Des journaux, comme *Le Monde* ou *Le Figaro*, évoquent le « cas Bigeard ». J'accumule les succès, je dis tout haut ce que je pense, et surtout rien ne va plus dans cette IV^e République.

Voilà pourquoi on veut parachuter, c'est le cas de le dire, un

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Le premier objectif est le même que celui que je m'étais fixé trois ans plus tôt à Constantine. Redonner du tonus, retrouver la foi combattante, ranimer la flamme. Et pour cela, il n'y a qu'un moyen : entraînement physique régulier, discipline, réorganisation des services, avec un 2^e Bureau efficace.

De février à août, les choses avancent bien. Chacun y met du sien. J'arrive à insuffler à cette troupe hétéroclite un véritable esprit d'équipe. Au bout d'un mois mes hommes sont prêts à l'action. À partir de là, nous pouvons nous lancer dans des formes de combat nouvelles et audacieuses. Tout le monde est mis au même niveau. On abandonne les chevaux et les véhicules pour se déplacer à pied. Pendant que je m'occupe de l'entraînement des effectifs, Gambiez regroupe les populations, selon la nouvelle politique décidée par le général Challe. Le principal objectif est de faciliter l'action administrative, médicale et scolaire en privant le FLN et l'ALN de leur soutien local. En somme, il faut orienter l'action vers le social pour combattre les diverses manifestations de la guérilla. Ces nouvelles dispositions sont indispensables compte tenu de la situation très particulière de l'arrondissement de Saida. Sept mille trois cents kilomètres carrés, à cheval sur l'axe formé par la route nationale 6 et la voie ferrée d'Oran ; une population de quatre-vingt-dix mille habitants, dont quatre-vingt-deux mille musulmans : c'est un secteur où le fellagha est chez lui, protégé par la population qui peut le cacher après ses sorties et lui procurer le soutien matériel nécessaire.

Pour faire face à cette situation, plusieurs stratégies ont été expérimentées sans succès, avant mon arrivée. Challe a donc conçu une politique de regroupement des populations. En Oranais, il y a peu d'Européens. C'est là qu'on commence à

déplacer des civils, avant même l'arrivée de Challe à Alger. Ces mouvements de populations sont pénibles pour les déplacés, et pour moi ce travail n'est pas très glorieux, mais sécurité oblige. L'affaire a été menée efficacement par le général Gambiez qui dirige la région dans son ensemble. Depuis juin 1958, dans l'arrondissement de Saida, trente-deux mille personnes ont été regroupées dans vingt-deux centres. C'est dans ce contexte que je mènerai mon action.

La première urgence étant de privilégier des activités civiles, je change de casquette. Bigeard devient un organisateur, un administrateur. J'applique les directives du plan Challe. Cela me confère d'importants pouvoirs administratifs. Je réunis les maires, je parle aux populations, je dirige la gestion des centres dans lesquels elles sont regroupées. Pendant un temps, nous ne sommes plus des militaires combattants. Tous ces gens déplacés ont besoin qu'on prenne leurs problèmes à bras-le-corps. Il faut organiser le secteur, soigner les malades, éduquer les enfants.

Le plan de Constantine mise sur la modernisation de l'Algérie, pour laquelle le gouvernement a décidé de consacrer des sommes importantes. C'est un tournant essentiel dans cette guerre. Cela aurait même pu réussir, si tout le monde y avait mis du sien, si le commandement dans son ensemble et les politiques y avaient cru.

J'étudie la situation. Dans la zone de Saida, je constate que quatre mille emplois nouveaux pourraient être créés en cinq ans grâce aux quinze milliards débloqués par la France. C'est bien, mais c'est insuffisant. Il faut, là encore, de la créativité, de l'audace. Je conseille au général Challe, dans le rapport que je lui remettrai au cours de l'année, de développer l'économie

traditionnelle où l'on peut créer de nombreux emplois. Évidemment, à cette époque, la mode est plutôt à l'industrialisation forcenée. Mais aujourd'hui, on peut se demander si un tel plan n'aurait pas eu toutes les chances de réussir.

Il faut encore éradiquer la résistance, et pour cela il ne suffit pas de déplacer les populations. Il faut aller beaucoup plus loin, activer les services de renseignements, pénétrer le réseau ennemi. C'est pourquoi je crée un noyau opérationnel de mille quatre cents hommes, un ensemble mobile prêt à intervenir à n'importe quel moment. Pendant ce temps, de Llamby s'occupe du renseignement. Des groupes autonomes sont constitués, le fer de lance de cette entreprise est le commando « Cobra », nom de code de son organisateur, le lieutenant Gaget du 23^e spahi, un officier remarquable dont la mission est de former une unité d'Européens volontaires pour des activités de renseignements.

L'autre stratégie consiste à recruter un commando d'anciens rebelles repentis qui vont se battre à nos côtés. C'est le lieutenant Grillot, dit « Georges », qui en prend le commandement. C'est une expérience qui va faire couler beaucoup d'encre, et d'ailleurs, hélas, se terminer tragiquement, peut-être parce que les procédés de recrutement ne semblent pas très orthodoxes.

« Georges » recrute dans les prisons. Il sélectionne les combattants les plus valeureux, des volontaires qui seront engagés par contrat mensuel renouvelable. Puis il leur explique le but de la mission. Il leur rappelle que nous n'avons jamais perdu de bataille jusque-là, les convainc de se ranger de notre côté et de se battre pour éradiquer la misère et empêcher le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Je n'ai pas mesuré à quel point une déclaration publique, dans les circonstances très agitées que nous vivons, peut devenir un véritable brûlot. La moindre parole, et la guerre civile risque d'exploser. Je n'ai pas mesuré la portée de ma voix. Je suis populaire, mes paroles comptent dans les états-majors, je dois faire attention car les civils m'écoutent tel un oracle. C'est dangereux. Ce n'était pas le moment d'ouvrir sa gueule. Je me trouve dans une situation très embarrassante. Démenti, déclarations apaisantes. C'est trop tard. Dans les états-majors, c'est la panique. Je suis convoqué à Paris. J'en aurai fait, des allers et retours !

J'arrive au Bourget. Un comité d'accueil m'attend. La police est à ma descente d'avion. Un CRS m'empoigne. Je le fusille du regard. Il comprend vite qu'il vaut mieux ne pas insister. On me conduit à l'hôtel Saint-Augustin. Je suis consigné dans ma chambre.

Je téléphone à Toul. Gaby au bout du fil.

« C'est toi, Marcel ? Je t'entends parfaitement.

– Bien sûr, je suis à Paris. »

Je lui explique ce qui vient de se passer.

« Viens tout de suite, je vais me retrouver en taule. »

Elle arrivera dans la nuit, et aura le droit de rester dans ma chambre. Elle est affolée. Je la rassure.

« T'en fais pas, nous sommes encore jeunes, je trouverai du travail dans le civil. »

Le lendemain, je suis convoqué par le chef d'état-major de l'armée de terre. Entrevue sportive : « Bigeard, de quel droit avez-vous rédigé cette déclaration ? Vous exagérez ! Pour qui vous prenez-vous ? » Décidément, ça va très mal. Pourtant, depuis Oran, Gambiez téléphone à Paris. Il exige mon retour. Estime qu'il a besoin de moi dans le Sud oranais et affirme qu'il me connaît suffisamment pour être sûr que je ne suis d'aucun complot. Je renfile mon uniforme : ça va repartir.

Mais, dans son bureau paisible du ministère de la Défense, Guillaumat, qui me garde une rancune sérieuse à cause de ma déclaration pendant les barricades, n'est pas du même avis. Bref, je rejoins quand même Oran, je me présente à Gambiez qui me relate ses démarches. Un type formidable, compréhensif, humain, un vrai chef. La photo de son fils tué à Diên Biên Phu trône sur son bureau.

« Bigeard, faites-vous partie d'un complot ?

– Vous savez bien que non, mon général.

– Bien, alors n'en parlons plus, allons déjeuner. Nous rejoindrons ensemble Aïn Séfra en hélicoptère. J'ai demandé à vos subordonnés de nous attendre. »

Mais pendant ce temps-là, à Paris, on prend d'autres décisions. Le ministre de la Défense a demandé ma relève et mon retour d'urgence en France. Gaby l'apprend par la radio : elle arrive à Aïn Séfra. Je suis condamné à soixante jours d'arrêt, signés du général Challe, qui ignore encore qu'il prendra la tête des généraux factieux seize mois plus tard.

Je fais mes adieux à Séfra. Tous les colonels sont présents, le régiment de la Légion me rend les honneurs. Le colonel de Sèze, qui m'a donné un sérieux coup de main dans le secteur en m'épaulant dans l'organisation de la boutique, dit en se décoiffant :

« Si vous le permettez, mon colonel, je vous embrasse. »

Martial Chevalier essaie de faire bonne figure :

« Courage mon colonel. Je vous rejoindrai dès que possible. »

Flament murmure :

« Tant de banderas pour en arriver là ! »

Georges m'assure qu'il continuera à se battre pour mes idées.

Je quitte l'Algérie le 1^{er} février 1960. J'ai quarante-quatre ans, plein de force, de jeunesse, et cette guerre va se terminer encore plus lamentablement que celle d'Indochine. Jusqu'au bout, pourtant, on pensera à moi pour prendre le commandement des opérations ; en mars 1961, mon nom sera évoqué pour le poste de commandant chargé du maintien de l'ordre à Alger. Un poste qui ne me sera finalement pas attribué. Ça n'aurait d'ailleurs pas été un cadeau. Un mois plus tard, mes anciens chefs fomenteront le fameux putsch d'Alger. Je n'y suis plus. Impression d'être passé entre les gouttes, et en même temps un goût persistant d'inachevé...

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

aujourd'hui, en 2010 d'accord, mais pas à l'époque ! C'est vrai qu'à ce moment-là j'espérais recevoir un commandement à la mesure de mes capacités : l'inspection des troupes aéroportées ou le commandement de la nouvelle École nationale des sous-officiers d'active. C'est vrai aussi que je suis un des rares rescapés parmi les colonels paras d'Algérie : Bréchignac, Botella, Masselot, Leconte sont en prison ou sur le point d'être chassés de l'armée. Trinquier est au Katanga, Château-Jobert, Godard sont condamnés à mort par contumace, en exil en Espagne ou en Belgique.

« Vous devez admettre, poursuit le général Le Puloch, que votre expérience ne porte que sur des conflits, l'Indochine, l'Algérie, qui sont déjà dépassés. Il vous faut acquérir les connaissances stratégiques des guerres de demain. Elles seront planétaires. »

J'ai envie de chialer. Voilà où j'en suis après avoir combattu toute ma vie. Je dois à nouveau faire mes preuves, apprendre les méthodes modernes de la future guerre, comme si tout ce que nous avons fait n'avait servi à rien.

« C'est pourquoi, poursuit le général, j'ai décidé de vous envoyer à l'École de guerre. Comme auditeur libre, bien entendu.

– Bien, mon général. »

Je n'ai rien à dire d'autre. Belle perspective d'avenir : redevenir un élève ! Encore une fois, j'ai une furieuse envie de donner ma démission. Le 18 juin, date mémorable, je me retrouve seul à Paris. Une chambre minable du même petit hôtel,

rue Vaneau d'où, en 1955, Le Provost de Launay m'avait extirpé. Tout le monde semble avoir oublié celui qu'on surnommait il y a encore peu de temps le glorieux Bigeard.

Je me présente au général directeur de l'école. Grand, mince, discret, peu loquace, Légion d'honneur à l'ancienneté. Je dois suivre le programme de la promotion en cours. On me donne un petit bureau dans un bâtiment éloigné de deux cents mètres, on m'inonde de documents, qui doivent m'aider à comprendre la « vraie guerre ».

Je bachote, coincé dans ce bureau où je manque d'air. J'essaie de lire cette masse de littérature théorique, mais je n'arrive pas à me concentrer. Je pense constamment à autre chose : à mes campagnes, à l'action. Le soir, seul dans ma chambre, je dîne d'un morceau de pain, d'une tranche de jambon, d'un fruit. Je hais l'ambiance de l'école. Des hommes de quarante ou quarante-cinq ans qui se conduisent comme de bons écoliers, ça me fout le cafard. Il n'est pas question ici de combat, de force, de valeur physique, de caractère. Non, ici tout est plan-plan, mou, sans dynamisme. Ces gens qui ont perdu toutes les guerres prétendent nous apprendre à combattre : ce serait risible si ce n'était pas triste.

Je serre les dents. J'essaie d'oublier mon mauvais caractère et de composer. Quelquefois, il vaut mieux savoir se taire. La situation s'améliore d'ailleurs peu à peu. Je partage le bureau de deux instructeurs, participe à la réunion des « cerveaux » de l'école où j'arrive, je dois le dire, à me faire quelques bons amis. Notamment le colonel Lefèvre, instructeur remarquable.

Un intermède heureux dans cette année de grisaille : je suis

invité par Dacko, président de la République centrafricaine, qui me réserve, comme je l'ai dit, un accueil de chef d'État. Puis c'est Jules Roy, le cher Julius, qui publie dans *L'Express* des extraits de sa *Bataille de Diên Biên Phu*, avec une annonce sur des affichettes : « Bigeard arrive, achetez *L'Express*. » La parution de ces articles est un vrai réconfort. Jean Lartéguy, de son côté, a vendu les droits de ses *Centurions* à des producteurs américains. Le film doit être réalisé par Mark Robson, avec Anthony Quinn qui incarnera le lieutenant-colonel Raspeguy, adoré de ses hommes, héros d'Indochine et d'Algérie. Raspeguy, dans le roman, c'est le colonel Bigeard. Je verrai le film deux ans plus tard à sa sortie : une véritable catastrophe. Le colonel incarné par Anthony Quinn n'a évidemment jamais fait la guerre et n'a aucune idée du véritable commandement d'un régiment para. Dommage !

On me demande aussi, après accord du ministre de la Défense, de passer à l'émission télé « Cinq colonnes à la une » en compagnie de mon camarade Pierre Schoendoerffer qui connaît un véritable triomphe avec son magnifique film : *La 317^e section*. Il dit que ce film lui a été inspiré par son séjour au Laos avec Bigeard et le 6^e BPC en mai 1953. L'émission « Cinq colonnes » a acheté les droits de reproduction du prétendu reportage vietminh sur la bataille de Diên Biên Phu. Il s'agit en réalité d'une reconstitution *a posteriori* de certains épisodes, filmés après la bataille par un cinéaste soviétique. C'est à cette mascarade que j'avais refusé de participer pendant ma captivité. Je commente le film après sa projection. Le critique Guillaume Hanoteau écrit : « Son monologue a atteint par instants une grandeur qu'on abaisserait en tentant de la décrire avec des mots. Lui seul pouvait regarder ce passé sans remords. »

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

sénégalaise me fait grand officier du Mérite sénégalais, et j'en suis très honoré. Les paras, les amis sont à l'aérodrome. Marie-France regrette de quitter la faculté de pharmacie où elle a effectué sa troisième année. Nous embarquons nos chats siamois dans le panier d'osier. Le Boeing décolle. Le vague à l'âme. Adieu Sénégal et amis sénégalais, je vous souhaite bonne chance, vous le méritez. Nouveau départ, nouvel arrachement.

Je rentre en France. J'espère obtenir un poste important. Le bruit court qu'il est question de me donner le commandement de la 11^e division d'intervention, ce qui constituerait pour moi le couronnement de ma carrière. Enfin, patron des paras !

C'est une belle année. 1970. Gaby est là, mais le retour est moins glorieux. Je suis cantonné au ministère. Je sais qu'avant d'exercer un commandement intéressant, il me faut encore une fois payer d'avance et subir quelques mois de pénitence et d'ennui à Paris. En réalité, ces dix mois à l'état-major particulier du CEMAT vont être pour moi plein d'enseignements. Je me familiarise avec les arcanes des commandements régionaux, je mesure mieux leurs difficultés, et il m'arrive même de proposer des solutions.

À la fin de l'année, en novembre, j'assiste aux obsèques du général de Gaulle à Colombey, anonyme noyé dans la foule. Le monument nous quitte. Il s'était retiré dignement, sans s'accrocher au pouvoir. Malgré tout ce qui a pu nous opposer, chapeau bas, mon général.

CHAPITRE 29

Madagascar

Deux mois plus tard, j'ai le choix entre le commandement de la 11^e division légère d'intervention, les paras, et le commandement des forces françaises du sud de l'océan Indien, dont le siège se trouve à Tananarive, le haut coeur de la République malgache.

Je n'hésite que très peu de temps. Finalement, accepter la 11^e division légère d'intervention signifie rester en France, dépendre étroitement de la hiérarchie, et mettre en pratique ce que j'ai acquis en trente ans d'expérience, ce que je connais par coeur. À Tananarive, j'aurai davantage de liberté d'action. Ma décision est vite prise : j'opte pour Tananarive.

À Ivato, l'aérodrome de Tananarive, je suis reçu comme un chef d'État. Tout le gratin des forces françaises, officiers généraux, amiraux, colonels... Tous sont là à m'attendre. Comité d'accueil enthousiaste et chaleureux. Il y a même le représentant personnel de Philibert Tsiranana, le président de la jeune République malgache. Pour la circonstance, j'ai revêtu ma tenue de cérémonie. Uniforme de toile blanche, képi « à fleurs ». Derrière moi, Gaby et Marie-France, élégamment vêtues de clair, sont gênées par l'accueil. Elles détestent ces mondanités, ces obligations protocolaires, même notre chatte siamoise est obligée d'assister à la cérémonie ! Elle est dans son panier et miaule désespérément, impatiente d'en sortir. Je souris, je serre des mains. Je sors quelques amabilités. J'arbore un air de

circonstance. Je n'ai qu'une envie : aller prendre une bonne douche. Et surtout me reposer un peu.

Il faut dire que depuis quelque temps, je commence à payer cher la vie que j'ai menée pendant quarante ans. À la fin de l'hiver, j'ai même été victime d'une petite alerte cardiaque. Les médecins m'ont dit que la partie droite de mon coeur n'est pas bien irriguée. Ça ne m'a pas empêché de continuer mon jogging quotidien et d'avaler chaque jour mes cinq cents mètres de piscine pendant le reste de ma vie et jusqu'à quatre-vingt-treize ans. Mais là, rien de très alarmant, c'est le signe que le temps a passé. Les toubibs m'ont dit de me ménager. À quoi bon ? Je préfère vivre à fond, et tant pis pour ce qui arrivera. C'est l'esprit qui décide, la volonté. Le corps suit, quand il peut. S'il lâche, tant pis. Marche ou crève.

Nous quittons l'aéroport et entrons dans Tananarive. Ville pittoresque mais bizarre, tordue, beaucoup d'habitations de style vieillot, éparpillées sur les hauteurs. Nous roulons vers le plus haut sommet pour pénétrer dans l'ancienne résidence Gallieni. Bigeard chez Gallieni ! Le bureau de Gallieni, sa photo, celle de Lyautey, une immense table de bois massif, des armes anciennes accrochées aux murs, une bibliothèque remplie de volumes anciens, une salle immense. Autour de la villa, un vaste parc, quelques arbres, et une vue imprenable sur Tananarive.

On nous présente le personnel, placé sous les ordres d'un adjudant-chef : quatre chauffeurs, deux cuisiniers, six serveurs chargés de l'entretien de la résidence, un jardinier, un groupe de parachutistes qui assure la garde des bâtiments. C'est royal. Mais ce luxe ne m'éblouit pas : je préférerais ma vie de bandera, quand je portais ma nourriture sur mon dos. Horreur du faste,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

personnel prend rapidement goût à ces sorties. Maintenant, le moral est bon et les patrons sous mes ordres réagissent bien. Je suis à mon affaire : pour moi, tout est clair quand je suis vraiment le seul responsable. Le rôle d'adjoint, de second, m'a toujours été très pénible.

En avril 1974, Georges Pompidou meurt. Je fais observer une minute de silence. Je ne fais pas de politique, mais j'ai du respect pour le président de la République, pour la fonction, mais aussi pour cet homme qui est mort debout, à son poste jusqu'au dernier jour, malgré les souffrances de la maladie.

Qui va lui succéder ? Chaban, Giscard ou Mitterrand ? La période est difficile. L'inquiétude règne. La propagande antimilitariste progresse. Des gauchistes distribuent des tracts, des journaux, dans la rue, à la sortie des gares. J'ai l'impression que rien n'est fait pour colmater ce pourrissement lent et méthodique de notre armée. Je suis de très près la campagne présidentielle. Je vote Chaban-Delmas car je le connais et j'ai de l'amitié pour lui. Il a toujours été parfait à mon égard et je sais que c'est un véritable homme d'État. Malheureusement, des manoeuvres politiciennes vont l'empêcher d'accéder à la magistrature suprême, alors que la route lui semblait toute tracée. Je lui écrirai pour lui dire qu'une vie, c'est bien long, que rien n'est jamais fini et qu'il ne faut jamais baisser les bras. Je me demande comment il a pu réagir à cette lettre. Avec le sourire, sans doute.

Giscard est élu de justesse, avec 50,8 % des voix. Il a battu François Mitterrand, redoutable manoeuvrier, allié au Parti communiste pour la conquête du pouvoir. Giscard veut changer les choses rapidement : il impose des mesures novatrices,

nomme des ministres jeunes, choisit un Premier ministre en pleine ascension, Jacques Chirac. Mais l'armée reste le parent pauvre de ses transformations : je suis inquiet. Bien sûr, j'ai des idées sur ce qu'il faudrait faire et sur ce qu'il faut éviter. Mais je ne prétends pas détenir la vérité. Pourtant, il est urgent de remettre l'armée sur les rails, d'informer, d'expliquer à la jeunesse de France ce qu'on attend d'elle, de redonner confiance aux cadres qui se posent des questions, qui doutent. Il y a beaucoup à faire pour que le courant passe, que cette armée soit vraiment celle de la nation tout entière, et que l'on comprenne qu'elle est là en cas de coup dur pour protéger les citoyens de notre grande et belle démocratie.

Le problème est complexe : pour ramener l'armée dans le giron de la République, il n'y a qu'une seule solution, communiquer, expliquer, montrer l'absurdité criminelle des positions antimilitaristes. Et ça, sans me vanter, je sais faire.

Le 9 octobre 1974, j'adresse une note d'orientation à tous les cadres, dont dix-huit généraux. Je commence par cette phrase d'Abraham Lincoln : « Avec l'opinion publique, rien ne peut échouer ; sans elle, rien ne peut réussir. » Dans toutes mes notes, je précise l'importance que j'attache à l'information interne et aux relations publiques externes : il faut faire passer le courant à l'intérieur de mes unités et vers le monde extérieur. L'armée doit cesser d'être la « grande muette ».

Je ne ménage pas ma peine. Ma boutique tourne à fond. Et je suis magnifiquement épaulé par ma femme, Gaby, toujours discrète et efficace, qui sait trouver les mots qu'il faut. À Pau, j'organise même une rencontre entre mes paras et des universitaires. À un dîner débat, nous parlons tous ensemble des

problèmes que rencontre actuellement l'armée. Et ça marche. Paras et universitaires, qui semblent pourtant vivre dans deux univers différents, s'apercevront qu'ils ne sont pas si éloignés les uns des autres.

En septembre, je suis convoqué à Paris pour être fait grand-croix de la Légion d'honneur par le président de la République. Quel parcours ! Belle fin de carrière pour l'ancien saute-ruisseau de la Société générale de Toul. Mais dans « fin de carrière », il y a le mot « fin ». Et cela m'est insupportable. Pourtant, c'est au moment où je pense que tout s'achève que tout va recommencer et prendre l'orientation la plus inattendue qui soit.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Il m'offre une cigarette ; je refuse en lui expliquant que je ne fume que la pipe, et que par politesse, je n'ai pas apporté la mienne. Il m'en tend une : « Allez-y, si vous le permettez, je vous en offre une fabriquée dans mon pays », me dit-il. Me voici donc en train de fumer la pipe d'Edgar. Un homme délicieux.

Courant juin, de nouveau Conseil de la Défense à l'Élysée sous l'autorité du président Giscard. J'admire sa connaissance des dossiers, son esprit de synthèse, son brio. Je continue à me déplacer à travers toute la France. Aux cérémonies du 14 Juillet, défilé militaire à la caserne de Vincennes. Le président me demande de me tenir près de lui. Je revois avec émotion défiler mon 3^e régiment para d'Algérie avec à sa tête le colonel Datin, un de mes anciens lieutenants. Puis les Champs-Élysées. Dans les tribunes, en civil, au milieu des quarante-trois membres du gouvernement, je songe au 14 juillet 1957 où, avec Massu, nous défilions ici à la tête de la 10^e division parachutiste. À cette époque, les Parisiens nous applaudissaient.

Aucun repos pendant l'été. Juillet, août, septembre. Une activité incessante. À la rentrée, nous avons droit au hit-parade des ministres dans *L'Aurore*. Surprise : je suis numéro cinq sur quarante-trois ministres et secrétaires d'État. Devant moi, seulement les grandes pointures de la politique telles que Lecanuet, Poniatoski, Fourcade. Je mesure que mon succès est éclatant. Mon ministre, Yvon Bourges, n'est que 18^e. Et moi, simple sous-ministre avec un demi-portefeuille, je tiens plus ou moins la vedette. Cela devient presque gênant. Encore que, quand on lui dit que je lui fais de l'ombre, Bourges se défend avec élégance. Il est toujours d'une correction parfaite à mon égard. Le seul problème, c'est qu'il ne me laissera jamais de

responsabilités bien définies. Comme si j'étais là pour le décor. Je n'apprécie pas, mais il me rassure chaque fois : « Mon cher ami, nous faisons tout ensemble. »

Bourges, il est vrai, est un bon ministre, un grand monsieur et un travailleur acharné. Sans rien connaître à l'armée, il a très vite compris ce qu'il fallait faire. C'est un bon tacticien, il sait présider une séance, prendre les décisions nécessaires. À l'Assemblée nationale, il fait face, répond aux questions : c'est un métier. Il vit pour sa mission, sa mairie, c'est un admirable père de famille. M. Bourges aura toute sa vie mon estime et mon affection.

Fin septembre, neuf mois après mon arrivée au ministère, l'armée va mieux. Les cadres reprennent confiance. Le président de la République nous a bien aidés, et l'image de l'armée s'améliore dans l'opinion. Autour de moi, avec mon équipe que j'apprécie, nous faisons tourner la boutique avec dynamisme. L'important : aller voir le plus d'unités possible, montrer aux militaires qu'ils sont épaulés. Au fond, quand je leur rends visite, c'est le général qu'ils reçoivent, plus que le ministre. Heures d'avion, d'hélicoptère, parler, expliquer... Je n'arrête pas.

En août, je retourne même à la 11^e division pour revoir mon copain le général Le Borgne. Envie de sauter. Aussitôt dit, aussitôt fait : largage en mer sous une pluie battante. Saut impeccable. La machine répond encore.

J'inspecte les forces françaises en Allemagne. Prise d'armes, défilé, remise de décorations, puis Brest pour présider la cérémonie de présentation au drapeau des promotions 1975 de

l'École navale et de l'École militaire de la flotte. Accueil grand style, cérémonie impeccable.

Un autre soir, je parle devant deux cent cinquante officiers de réserve de l'École polytechnique : accueil chaleureux, applaudissements. À chaque fois, j'ai un pincement au cœur avant ces meetings. Moi, le fils de cheminot, avec seulement mon certificat d'études, devant ces crânes bien remplis : mais je sais trouver les mots, avec ma nature, ma force, et ça se passe toujours bien.

En octobre, discussion du budget des armées à l'Assemblée nationale. Je monte à la tribune, je demande à l'Assemblée de voter le budget. « En râlant peut-être, mais votez-le tout de même. » Michel Debré le vote... en râlant ! Peu importe, nos crédits sont de nouveau en hausse.

Je m'accroche, sans compter mon temps : la machine tient le coup. Mais je suis loin d'avoir tout réglé. Des difficultés subsistent. Même si l'image de l'armée s'améliore, il reste en France un vrai mouvement de contestation et des agitateurs qui s'activent. En septembre 1974 déjà, deux cents appelés ont manifesté dans les rues de Perpignan : ça s'est calmé, mais la subversion gauchiste n'est pas éteinte pour autant. Un peu plus d'un an après, en novembre, à Besançon, une section syndicale est montée par des appelés en collaboration avec la CFDT : une affaire qui fait du bruit. Les journalistes en parlent abondamment, trop même, et cela m'agace. Pourquoi ? D'abord, ces gens ne sont qu'une toute petite minorité agissante : les comités de soldats révolutionnaires, c'est de la blague. L'ampleur massive donnée à leur action par les moyens d'information est sans rapport avec leur nombre réel. D'ailleurs,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Bigéard. Pas très brillant, je l'ai dit, mais je suis heureux de retrouver mon ami Jean Lartéguy.

Un jour, je reçois une invitation de l'Élysée pour un déjeuner. Je m'attends à un déjeuner protocolaire. Pas très envie d'y aller, mais je ne peux pas m'y dérober : j'ai été ministre, cela ne se fait pas. Quand j'arrive, Giscard me coupe le souffle : « Nous déjeunerons tous les deux. »

Un repas délicieux où nous discutons à bâtons rompus. Je lui dis ce que je pense de la situation actuelle de la France, la visite à Paris du Premier ministre vietnamien, l'indépendance de Djibouti, la venue de Leonid Brejnev à Paris, qu'on a accueilli en mettant les petits plats dans les grands : je suis un peu choqué. Pourquoi tout ce tralala pour le chef du premier pays totalitaire du monde ? Un pays qui reste pour le monde libre un péril permanent, une puissance militaire redoutable. Le président m'écoute, me répond, toujours aussi à l'aise. Quelle classe ! Mais pourquoi ce tête-à-tête ? S'inquiète-t-il de ma retraite ? Peu probable. Nous nous séparons, politesses, et je m'en retourne, perplexe, sans avoir rien compris aux raisons de ce déjeuner.

Le 14 juillet, contre les usages du protocole, il me place au milieu des ministres. Après le défilé, réception à l'Élysée. Je retrouve la jungle. Je n'y suis pas plus à l'aise qu'à mon départ du gouvernement.

Été 1977. Mon ami Erwan Bergot, ancien officier de Diên Biên Phu, publie son livre *Bataillon Bigéard*. Il m'a demandé une préface. En voici un extrait :

« La gorge serrée, je viens de lire d'une traite le livre d'Erwan Bergot... Et revivre avec mes frères parachutistes, cités ou non, vivants ou disparus à jamais, ces longues années de combat dans le froid, la neige, la chaleur, la jungle, le désert ! Époque déjà lointaine où nous étions, avec beaucoup de camarades des trois armées, persuadés de défendre de justes causes en faisant confiance à ceux qui nous gouvernaient. Son témoignage me laisse et laissera un grand froid aux lecteurs qui poseront la question : "À quoi bon ces sacrifices inutiles ?" Rien ne fut inutile. Pour qu'un pays soit respecté, il faut qu'il possède des hommes de cette trempe prêts à tout donner. Lorsqu'on a eu le privilège de vivre avec cette élite, on a l'impression qu'ils sont toujours présents à vos côtés et souvent l'on regrette d'être de ceux que la baraka a protégés. »

Suit une longue période incertaine. Je me retire à nouveau, je mets de l'ordre dans mes affaires, mais je sens qu'il n'est pas possible que les choses s'arrêtent là. Soixante et un ans, en pleine forme, un nouveau défi m'attend. Et une fois encore grâce au président Giscard d'Estaing.

J'ai toujours juré mes grands dieux que je ne me présenterais pas à la députation. Déjà, lorsque j'étais secrétaire d'État, *Le Figaro* titrait : « Bigeard se présente à Belfort contre Chevènement. » Le lendemain je démens. Pas envie, pas pour moi. Trop habitué à l'armée où les carrières se font dans un relatif anonymat, même si j'ai eu la chance de bénéficier à certains moments d'une sorte de vedettariat. Dans l'armée on arrive au mérite, la plupart du temps, on gravit les échelons lentement.

En politique c'est très différent. Il faut se montrer, se faire

mousser, être toujours en quête de publicité et de gloriole. On voit parfois débarquer dans le milieu des blancs-becs qui n'ont pas eu le temps de faire leurs preuves et qu'on propulse au premier rang. Cela ne donne pas toujours de très bons résultats. Quant à moi, à soixante berges passées, j'estime qu'il est trop tard pour faire carrière dans ce panier de crabes. Ce milieu correspond trop peu à mon tempérament. Mais en janvier 1978, je me retrouve candidat en pleine campagne électorale pour la députation. Pourquoi ? Tout simplement parce que Giscard me le demande. Il m'a convoqué à l'Élysée et m'a dit : « Bigeard, il faut que vous vous présentiez. »

J'ai toutes les raisons de refuser et je lui expose mes arguments. Cette fois il tient bon : il me parle de devoir, c'est le genre de mots auxquels je ne résiste pas. Il faut faire barrage à la gauche, me dit-il, qui risque de remporter les élections législatives. Comment refuser ? Je lui cède. Je n'oublie pas qu'il a fait de moi un ministre. Il peut compter sur ma fidélité, une fidélité de soldat peut-être, mais on m'a fait ainsi. Il veut que je me présente à Verdun. Bigeard à Verdun, ça aura de la gueule ! Au milieu de ces anciens de 1914-1918, ensevelis dans cette terre des champs de bataille.

Et me voilà donc reparti. Toul-Verdun, trois quarts d'heure en voiture. Pendant un mois, je fais ma tournée dans cette circonscription, avant le démarrage officiel de la campagne. Reconnaissance. Des gens prêts à m'aider. Je m'informe des problèmes. Et des problèmes, il y en a vite sur mon chemin ! « Vous êtes giscardien, me dit-on, nous présenterons un RPR contre vous. » Le sortant, M. Beauguitte, quatre-vingts balais, député depuis Mathusalem, maintiendra sa candidature contre moi pour un nouveau mandat.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Après la Chine, voyage aux États-Unis. Formidable séjour, mais pas grand-chose à dire de ce pays où nous nous sentons presque chez nous. Pourtant, de là aussi, la France semble bien petite. Je me souviens de quelques propos lors du dîner d'adieu. Une vingtaine de personnes, ambiance décontractée, ces Américains me connaissent, je suis le Bigeard de Diên Biên Phu. Après notre défaite, ils ont pris le relais. Sans beaucoup plus de succès. Je les remercie pour leur accueil, je conclus par une boutade : « Lorsque le général de Gaulle vous a dit “*go home*”, quittez la France, je crois qu'il avait raison : je viens de passer quelques jours dans votre immense et merveilleux pays, vous êtes d'une telle puissance que vous pourriez nous détruire simplement d'une tape amicale dans le dos. Pourtant, que ferions-nous sans vous ? La Grande Guerre, la Deuxième Guerre mondiale, heureusement que vous étiez là pour nous aider. Pareil pour l'Europe de demain : *we need you*, comme dit l'affiche de l'Oncle Sam. »

Mais le plus beau de tous ces voyages, du 19 juillet au 1^{er} août 1980, c'est l'Afrique noire, cette région du monde si chère à mon cœur. Je quitte Paris entouré d'une équipe de choc : les fidèles, Mme d'Harcourt, et Loïc Bouvard qui est en 2010 le doyen de l'Assemblée nationale ; Tourrain, RPR, député du Doubs, gaulliste, direct, franc ; il m'avait fait la gueule pendant huit jours quand j'avais dit : « Si de Gaulle revenait, il enverrait Chirac jouer au cerceau. » Il y a aussi Goulet, député RPR de l'Orne, dynamique, un bon copain, le sens des réalités, pas du tout politicien.

Nous commençons par la République centrafricaine où, comme on l'a vu, j'ai vécu en exil pendant près de trente mois. Cela fait déjà vingt ans. Arrivée à Bangui, tapis rouge, télés,

radios : je suis reçu comme un chef d'État. Je dîne avec le président Dacko et ses enfants dans le palais de Bokassa. Il y a quelques mois, les paras français sont intervenus pour chasser ce fou sanguinaire, ce malade mégalomane. Je l'avais eu sous mes ordres quand j'étais en Afrique : très discipliné, obséquieux, fayot. Il appelait de Gaulle « papa ». Le grand Charles en était exaspéré et l'envoyait régulièrement dans les cordes. Bokassa m'avait offert des défenses d'éléphant et j'y ai souvent pensé au moment de la chute de Giscard, avec cette misérable affaire des diamants.

À Bangui, mon équipe de parlementaires est prise en main par le colonel Chabannes, conseiller militaire. Je retrouve avec plaisir le « chat-tigre ». Le lendemain, plusieurs de mes anciens soldats centrafricains du 6^e régiment interarmes d'outre-mer viennent me voir. Ils ont tous pris du galon, sont capitaines, commandants, généraux. Tous disent : « C'est vous qui nous avez formés. »

De Bangui, départ en hélico pour Bouar, distant de quatre cents kilomètres. Atterrissage au camp Leclerc sous une pluie diluvienne. Les forces françaises y stationnent en raison des événements du Tchad. Puis en route pour le camp de Roux, à six kilomètres. Les Africains ont vu les hélicos se poser, c'est le retour de Bigeard ! Par centaines, ils sortent des cases et bloquent la route : ils veulent me toucher, m'embrasser, tous crient : « Bigeard revient ! » J'ai la larme à l'oeil.

À Bouar, discours du maire. Il rappelle comment nous avons su transformer ce coin perdu d'Afrique avec mes trois mille hommes, quand nous avons construit au milieu de nulle part un stade, une chapelle, un temple, une piscine, et même un club

hippique. Nous avons bâti une immense ferme où nous cultivions des légumes, où nous élevions des porcs et des boeufs. Il y avait aussi une plantation de vingt mille manguiers. Grâce à cette ferme, Bouar pouvait vivre en autarcie.

Je dors dans mon ancienne case. Elle est toujours debout. Je me souviens de ces trente mois. Avec le recul, je me rends compte que j'y ai été heureux, loin de l'ambiance politique détestable de l'époque, l'OAS, les attentats. Je me revois entouré de Gaby, de Marie-France, du colonel Waroux, mon adjoint.

Le lendemain, départ en jeep. Avec des militaires français et africains, nous déjeunons au bord du fleuve Oubangui qui sépare aujourd'hui le Zaïre de la République centrafricaine et du Congo. Retour à Bangui, soirée à l'ambassade de France. Les adieux sont émouvants. Chaque parlementaire reçoit un cadeau modeste mais offert avec gentillesse et naturel, comme les Africains savent si bien le faire.

Puis décollage vers le Gabon. Atterrissage à Libreville. Le président Bongo, déjà lui, dirige le pays. Il voit grand, il veut faire du Gabon un modèle de développement africain grâce aux richesses naturelles de son sol, en particulier le pétrole. Il nous reçoit en grande tenue et bottes de cuir blanc, assis dans un fauteuil impérial. Nous avons droit à un long exposé sur les problèmes qu'il rencontre dans ses relations avec la France. Bongo sait à quel point j'aime l'Afrique : il me reçoit comme un prince.

Le matin, je continue mon entraînement, footing et bains de mer, invitations midi et soir, journées de travail : un séjour

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

fois-ci, je n'ai pas à mes côtés mon suppléant, Georges Husson. Le scrutin proportionnel a supprimé, provisoirement, les suppléants. Georges m'a écrit une lettre très amicale, prouvant qu'il est un homme de bien au grand coeur :

« Mon général,

Au moment où se termine notre amicale collaboration, permettez-moi de vous dire combien j'ai été heureux et fier à la fois de travailler à vos côtés, durant ces huit années, trop courtes à mon gré.

J'espère ne pas avoir trop déçu votre attente sur mon rôle de suppléant. Sans doute mon action fut-elle bien modeste, comparée à la vôtre et à l'audience, nationale et internationale, attachée à votre nom.

Ce fut pour moi un inoubliable et unique honneur que de partager, en totale confiance, les sentiments et les actions, non seulement du plus grand soldat de notre temps, mais d'un homme pour qui l'honneur, le respect de la parole donnée, le sens de l'effort, du bien commun, de la patrie, sont des valeurs auxquelles il a consacré le meilleur de lui-même.

Vous redisant, une fois encore, ma très grande admiration pour la sincérité et la foi de vos convictions, pour l'ardeur avec laquelle vous savez les transmettre, notamment aux plus jeunes... »

Je conserve précieusement cette lettre avec moi, comme celle du commandant Botella, un de ceux de la brousse, Georges Husson, un de ceux de la jungle, deux êtres exceptionnels,

loyaux et francs ! Georges Husson était un diamant dans le monde politique. Avec lui, j'avais l'impression d'être dans la brousse avec mes hommes.

Tête de liste, je suis assuré d'être élu. Le 16 mars 1986, les résultats tombent. Je suis élu, Rossinot aussi. Le troisième, René Haby, va attendre que Rossinot devienne ministre pour hériter de son siège. À l'échelon national, la droite l'emporte mais de peu : cent quatorze UDF, cent quarante-sept RPR. C'est surtout une grande victoire pour Le Pen – trente-cinq sièges pour le Front national – et pour le président qui a plutôt bien réussi son coup. Avec la proportionnelle, le FN entre massivement au Parlement où l'UDF et le RPR disposent d'une majorité fragile de quatre sièges. Une telle majorité ne peut permettre au futur Premier ministre de mécontenter ses soutiens. Il devra nécessairement louvoyer, faire des compromis. Or, seul un homme disposant de la confiance des Français pourrait prendre les mesures impopulaires mais nécessaires que réclame la situation et dire : « Retroussons-nous les manches, serrons-nous la ceinture. Il faut consommer moins et travailler plus pour redresser la France. »

La proportionnelle affaiblit les gouvernements, elle favorise les partis au détriment des hommes et encourage les magouilles. Nous sommes revenus sous la IV^e République ! C'est ce que cherchait Mitterrand pour se maintenir au pouvoir.

Le 20 mars 1986, Jacques Chirac est nommé Premier ministre et constitue un gouvernement plutôt étoffé : vingt RPR et dix-sept UDF. La Lorraine y occupe une place de choix. François Guillaume, député de Meurthe-et-Moselle, est à l'Agriculture, André Rossinot, maire de Nancy, a le portefeuille des relations

avec le Parlement. Séguin, élu des Vosges, est ministre du Travail et Longuet, député de la Meuse, se retrouve aux Postes et Télécommunications. J'ai l'impression de ne plus pouvoir ouvrir une porte sans tomber sur un ministre.

Chirac veut aller vite, c'est un vrai bulldozer. Il a une puissance de travail incroyable et est capable de prononcer dix discours dans la journée sans paraître le moins du monde fatigué. J'aurais l'occasion de le lui dire un jour : « Monsieur le Premier ministre, vous me donnez des complexes et le torticolis à vous voir ainsi virevolter. »

Il n'a pas la tâche facile. La France a désormais deux présidents ou presque. Je me demande ce que doivent penser de nous nos alliés, en particulier Ronald Reagan ou Margaret Thatcher. De fait, j'ai toujours été contre la cohabitation. La France a besoin d'un chef et d'un seul. Notre pays est en crise. À chaque crise majeure, un homme seul l'a sauvée. Le dernier fut le général de Gaulle qui a porté le pays à bout de bras pendant plusieurs années. Les Français s'étaient identifiés à lui et grâce à cette confiance, à cette union, la France a pu se redresser. Au lieu de cela, nous avons maintenant, en 1986, un duo d'équilibristes qui se méfient l'un de l'autre.

Comme je le redoutais, la cohabitation va faire le lit du président Mitterrand, lui redonner une santé et faire de lui Dieu le Père. Fin juin 1986, les sondages donnent déjà 61 % d'opinions favorables à Mitterrand, qui ne fait rien, sinon critiquer, et seulement 49 % à Jacques Chirac.

C'est dans ce contexte qu'une vague d'attentats secoue la France en septembre 1986. Comme toujours, les victimes sont

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'emporte largement avec 55,72 % des voix. Il atteint même 66,18 % des voix à Neuves-Maisons, un canton d'anciens sidérurgistes rattaché par le découpage électoral à ma circonscription. Le président sortant repart rajeuni de sept ans. Qui l'aurait cru en 1983, 1984, 1985 ou 1986 ? Il a su tirer parti de la cohabitation. Celle-ci a fait oublier le bilan désastreux de la gestion socialiste et l'a remis sur orbite.

À droite, c'est la consternation. Mitterrand est réélu pour un nouveau septennat alors que les partisans de Jacques Chirac croyaient dur comme fer à la victoire de leur poulain.

Dans les états-majors, c'est l'heure des interrogations et des calculs. Mitterrand va-t-il dissoudre l'Assemblée élue en 1986 ? Que signifie l'ouverture dont il parle ? Certains songent déjà à se rallier. Et comment réorganiser l'UDF après la claque qu'elle vient de prendre ?

Je suis loin de toutes ces palabres qui me fatiguent. J'en ai marre et j'ai envie de raccrocher plutôt que de perdre mon temps en magouilles et en combines. Celles-ci ne m'intéressent pas. Je n'ai qu'un seul souci, la France.

Je préviens le président du groupe parlementaire UDF Jean-Claude Gaudin. Ma circonscription est à la disposition de toute personnalité d'envergure qui souhaiterait s'y présenter. Je dis à André Giraud, le ministre de la Défense :

« Venez à Toul, je ferai campagne pour vous s'il y a dissolution. »

C'est ce qui se produit. Fort de sa nouvelle popularité,

François Mitterrand veut obtenir une majorité acquise à ses idées. Le premier tour est fixé au 5 juin 1988. Cela laisse peu de temps.

J'ai envie de décrocher. J'en parle avec Marie-France et Gaby. Je sais que la lutte sera serrée. En fait, la bataille est presque perdue d'avance. Le découpage électoral a rattaché à ma circonscription le canton de Neuves-Maisons, majoritairement à gauche. S'il n'y avait pas eu la dissolution, j'aurais pu y prendre pied et peaufiner ma relève, avec le concours des jeunes qui me soutiennent. Ce délai m'est refusé. Gaby et Marie-France sont du même avis : tu es seul juge, tu as toujours agi selon ta conscience.

On vient me voir, on me téléphone, on m'écrit pour me demander de me représenter. Envers et contre tout. Les résultats du premier tour de la présidentielle montrent que la droite, Barre et Chirac rassemblés, a fait seulement 35,66 %. Il y a bien sûr les 16,22 % obtenus par Le Pen, mais nul ne sait ce que feront les électeurs du Front national.

Un général breveté de l'École de guerre vient me voir et me dit :

« Je voterai Le Pen, avec lui, nous aurons assez de crédits et on ne nous marchera pas dessus ! »

Je me méfie de ce type de raisonnement. On cherche toujours quelqu'un à qui se raccrocher, un homme fort. Encore faut-il qu'il soit responsable ! En ce mois de mai 1988, je sais que l'effet Le Pen ne tiendra pas la course. Il s'essoufflera vite.

Je cède finalement aux sollicitations de mes amis. Je décide de me représenter, pour un dernier mandat. Georges Husson est à nouveau mon suppléant. C'est une joie pour moi de le retrouver à mes côtés. Nous ne ménageons pas nos efforts et nous visitons tous les villages de la circonscription, méthodiquement.

Le 5 juin 1988, c'est le premier tour. Les résultats sont surprenants. J'obtiens 44,37 % des voix, le socialiste 42 %, le Front national 8,37 % et le communiste 5,23 %. À l'échelle nationale, la droite fait un meilleur score que prévu. Elle se maintient.

Quant à moi, j'ai également obtenu un meilleur résultat que prévu et j'ai toutes mes chances de l'emporter au second tour, à condition de donner un bon coup de collier. La droite peut aussi infliger un revers aux socialistes, déjouer leurs plans. François Mitterrand l'a bien compris. Il se lance dans la campagne et intervient à la télévision pour demander aux Français de lui donner une large majorité.

Chaque circonscription compte. Les socialistes sortent la grosse artillerie. Le syndicaliste CFDT Jacques Chérèque, futur ministre de Michel Rocard, très connu en Lorraine, vient soutenir le candidat socialiste dans ma circonscription. C'est un atout pour ce dernier.

Le 12 juin, c'est le second tour. Mes amis et moi sommes toujours confiants. Jusqu'à l'arrivée des résultats des premiers bureaux de vote : résultats sans appel. À Neuves-Maisons, j'avais perdu 1 500 voix au premier tour. Cette fois, j'en perds 2 063. Les socialistes se sont mobilisés et ont fait le plein, y compris des voix communistes. Les autres bureaux de vote

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

me rendre à la cérémonie au monument aux morts. Le colonel me propose de monter à bord de sa jeep. L'endroit est à un kilomètre, je refuse gentiment de grimper dans son carrosse, et nous remontons l'avenue, pavoisée, sous les vivats de la foule. Certains sont même venus avec des banderoles où l'on peut lire : « Vive Bigeard ! ». Je confesse mon émotion devant cette atmosphère de fête et je ne regrette pas de m'être rendu à Mont-de-Marsan.

Pour ma part, c'est une partie de ma vie que je vais retrouver en me rendant, en 1995, en République centrafricaine, l'occasion de revoir ce camp de Bouar où j'ai passé plusieurs années après mon expérience algérienne.

Cette visite est le fruit du hasard, enfin presque.

En 1993, j'avais reçu à Toul la visite d'Ange-Félix Patassé, ancien Premier ministre de Jean Bédel Bokassa, qui, après s'être brouillé avec lui, avait passé de nombreuses années d'exil au Togo. Il est aujourd'hui de retour à Bangui et se présente à l'élection présidentielle du 19 septembre 1993 contre le président sortant André Kolingba, un ancien militaire.

Patassé était venu à Toul pour obtenir mon soutien. Il m'avait expliqué que ce serait vital pour lui : « Vous avez laissé un tel souvenir dans mon pays qu'une lettre de recommandation de votre part m'assurerait la victoire. » J'ai accepté de le recevoir parce que j'avais pris des renseignements à son sujet : tous mes interlocuteurs m'ont expliqué qu'il était le seul à pouvoir faire redémarrer son pays après des années de crise et d'immobilisme. Je lui fais la lettre qu'il me demande et j'y ajoute un conseil qu'il ne suivra pas d'ailleurs, l'avenir en apportera la preuve :

« Si vous êtes élu et si vous jouez à Bokassa, faites attention, je débarquerai pour vous demander des comptes ! »

Deux ans plus tard, Ange-Félix Patassé, qui a été triomphalement élu, m'invite à venir le rencontrer à Bangui. Au début, j'hésite mais mon éditeur et ami me convainc qu'il s'agit pour moi d'une formidable opportunité de revoir Bouar. Il m'a accompagné en Indochine et je le sais de bon conseil.

Nous voilà partis pour l'Afrique. À l'aéroport de Bangui, un comité d'accueil nous attend : un parterre de hauts gradés de l'armée, en grand uniforme et la poitrine bardée de décorations. Le voyage m'a fatigué et je n'ai aucune envie d'être pris en charge par ces gaillards qui ont dû me concocter un programme sans un seul instant de liberté.

Mon éditeur me tire d'affaire. L'un de ses cousins, marié à une Centrafricaine, est venu l'attendre à l'aéroport. Nous prétextons d'urgentes retrouvailles familiales pour prendre la poudre d'escampette. Nous traversons Bangui avec sa cathédrale de briques rouges et son quartier des deux cents villas où vivent les militaires français. Notre hôte habite un quartier populaire, légèrement excentré.

Mon arrivée ne passe pas inaperçue. Très vite, sa maison est entourée d'une foule joyeuse qui chante et bat des mains. Elle cherche à m'apercevoir mais se tient respectueusement à distance, par volonté de ne pas m'importuner. La famille qui m'accueille a mis les petits plats dans les grands. Elle a préparé un superbe cabri rôti à la broche, un véritable délice pour les gourmets, accompagné de patates douces et de manioc.

Nous devisons sur la véranda pendant que la nuit tombe d'un coup comme c'est le cas en Afrique noire. On a l'impression qu'une main mystérieuse tourne le commutateur et plonge les environs dans l'obscurité. Je ne m'attarde pas. Je regagne l'hôtel et ma chambre, où je dors d'un sommeil réparateur.

Le lendemain matin, je suis reçu, avec mon éditeur, à la présidence de la République par le chef de l'État qui, pour l'occasion, a convoqué tous ses ministres. Ils sont alignés en rang d'oignons dans la salle qui sert au conseil des ministres, debout et au garde-à-vous. C'est dans cette position que, pendant deux heures, ils vont entendre Ange-Félix Patassé leur raconter par le menu sa visite à Toul, sa demande et, bien entendu, l'efficacité de ma missive qui lui a valu d'être très largement élu.

Les ministres rient et applaudissent à ces explications. L'atmosphère est plutôt bon enfant et je constate que le président, s'il mène d'une poigne de fer son gouvernement, n'a rien d'un roitelet mégalomane à la Bokassa.

Dans l'après-midi, nous partons pour Bouar en hélico. Notre appareil est suivi par un Transall. Je suis heureux de retrouver mon ancienne base où rien ne semble avoir changé. Les bâtiments sont en bon état, la piscine est intacte. Il y a même le panneau indiquant ce qu'il est permis et ce qu'il est défendu de faire au bord du bassin : ce panneau, je l'avais fait installer au début des années 1960. Je le fais remarquer à la jeune femme lieutenant qui se tient constamment à mes côtés et qui prend très au sérieux sa mission. Ma constatation ne lui fait ni chaud ni froid. La discipline, c'est la discipline et, ici, on a été à bonne école, on obéit aux ordres du père Bigeard !

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

général des Transmissions au ministère de l'Intérieur avant d'être nommé en 1975 directeur général de la Fonction publique, puis de prendre en 1976 la direction de la Caisse nationale de retraite et de s'occuper enfin de l'informatisation de l'administration algérienne. Membre du Comité central du FLN de 1979 à 1983, il avait siégé comme député de 1984 à 1997. C'était donc un collègue, nous avons exercé tous les deux, à la même époque, un mandat électif, de part et d'autre de la Méditerranée, et un homme dont la vie d'engagement militant est indiscutable.

Son épouse, Drifa Ben M'Hidi, était née à Ain M'Lilla, près de Constantine. Comme ses frères, Larbi, né en 1923, et Tahar, né en 1933 et tué au combat le 31 janvier 1957, elle s'était engagée dans la lutte armée, devenant agent de liaison du FLN. Son jeune âge lui permettait de transporter des documents d'un quartier à l'autre, puisque nul ne prêtait attention aux allées et venues d'une fillette de douze ans.

En 1961, ses chefs, prenant conscience des risques qu'elle courait, la firent passer clandestinement au Maroc. Depuis cette époque, elle n'a pas cessé d'appartenir au FLN.

En dépit de leur engagement passé, ce couple avait conservé une grande indépendance d'esprit. Eux aussi souhaitaient la réconciliation entre la France et l'Algérie. C'est ce qu'ils m'expliquèrent durant cette rencontre chargée d'émotion. Même si je ne partageais pas certains de leurs points de vue, j'étais décidé à les écouter et je rapporte ci-dessous leurs propos sans que cela signifie que je les accepte. Toute ma vie j'ai respecté mes adversaires, pourquoi en aurait-il été autrement ce jour-là ? Ils m'ont fait confiance et je leur en suis reconnaissant.

Lors de cette rencontre, Abdelkrim Hassani m'expliqua les raisons et la nature de son engagement :

« J'ai combattu de 1956 à 1962. Pendant la bataille d'Alger, j'étais dans le maquis, membre de l'état-major de la wilaya V au départ d'Oujda au Maroc. Nous étions obligés d'avoir notre quartier général hors des frontières, tant l'Algérie était quadrillée par l'armée adverse. Les unités françaises procédaient à des opérations de grande envergure, des actions de "nettoyage" qui n'épargnaient rien. Ces opérations, comme celle appelée "Pierre précieuse" menée en wilaya IV, étaient destinées à ne laisser aucune place à des éléments de l'ALN. Plus tard, j'ai mené des missions dans d'autres zones d'Algérie. Mais aussi en Tunisie et même en Libye, à Tripoli, en 1959 et 1960. J'y commandais une base chargée de la centralisation documentaire et de l'organisation de l'acheminement de l'armement vers les terrains de combat. J'avais trois cent cinquante hommes sous mes ordres. Les armes arrivaient des démocraties populaires, étaient livrées par bateau en Égypte. À la frontière égypto-libyenne, nous prenions en charge les camions, nous traversions toute la Libye pour livrer ensuite les armes au maquis algérien. À notre retour de Tripoli, Drifa était parmi les combattants qui regagnaient leur pays devenu indépendant.

Plus de quarante années ont passé. Compte tenu de la situation spécifique au plan de l'histoire, au plan de la géographie, au plan des sentiments, des réalités de tous les jours, je considère qu'il y a nécessité à ce que les deux populations se rapprochent. Cette "méfiance" qui a existé – et qui existe encore pour certains – entre les deux peuples, est due à bien des fantasmes et au souvenir de quelques dures réalités. Il est temps d'y mettre un terme et de rapprocher les deux pays.

En Algérie, la plupart des citoyens considèrent qu'il y a eu de nombreux dépassements propres à toute guerre subversive. Du côté des forces militaires françaises, nous savons que les méthodes appliquées n'ont pu l'être que sous l'ordre des gouvernants de l'époque. Ils en portent toute la responsabilité.

Notre ennemi n'était pas la France. Nous ne luttions pas contre les Français, mais avant tout pour notre indépendance. Heureusement aujourd'hui, à la faveur des circonstances nouvelles, beaucoup pensent qu'il faut mettre un terme à ce passé douloureux, à ces sujets tabous, pour engager l'avenir de nos deux pays sur la voie de la réconciliation.

Mon épouse Drifa et moi-même, nous avons fait le voyage d'Alger à Paris pour vous adresser un message de réconciliation, et ce à la suite de l'heureuse initiative de M. Pascuito. Nous ne sommes pas venus en ayant oublié les douloureuses réalités du passé, mais on ne peut envisager de réconciliation entre nos deux peuples sans véritable dialogue. »

La soeur de Ben M'Hidi est là devant moi. Elle me rappelle Larbi : c'est très émouvant. En la voyant, j'ai devant moi le visage de l'homme qui fut mon prisonnier. Elle a la même finesse, la même dignité que son frère. J'ai la gorge serrée. Les propos de Ben M'Hidi me reviennent en mémoire. Je me dis que s'il était resté vivant, les relations entre nos deux peuples auraient été bien différentes. Abdelkrim Hassani me le confirme :

« Larbi Ben M'Hidi n'a pas été un ennemi de la France, mais celui de la présence coloniale. En 1955, alors qu'il était chef de wilaya, il écrivait : "Le peuple algérien, dans sa lutte de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

J'aurais préféré qu'il démissionne à cause de l'erreur commise par le 6^e RPIMa lors de son exercice. Cela aurait eu plus de classe et aurait été une véritable réponse aux interrogations de l'opinion publique.

Je dois le dire, le coup de gueule de Nicolas Sarkozy m'a plutôt plu. Je lui ai donné raison. Il a assez de boulot pour qu'on ne vienne pas lui infliger un surcroît de travail avec des incidents de ce type. Il a eu raison de mettre un coup de pied dans la fourmilière et d'exiger des autorités militaires qu'elles reconnaissent leurs responsabilités et qu'elles disent la vérité sur les origines de ce tragique et regrettable accident.

Son coup de gueule montre qu'il est un perpétuel insatisfait. À mes yeux, c'est plutôt bien. Seul un homme de cette trempe peut faire avancer les réformes. D'autant qu'il y a urgence. Depuis l'automne 2008, tous les pays du monde, à commencer par le nôtre, sont confrontés à une très grave crise économique, la plus grave depuis les années 1930, cette triste période qui a vu l'Europe sombrer dans la folie. Une telle situation requiert la mobilisation et l'union de tous, ce pour quoi je plaide depuis des années. Il faut se serrer les coudes mais aussi la ceinture pour faire face et, surtout, mettre un bémol à nos misérables petites querelles, bien dérisoires. Nicolas Sarkozy l'a compris. Il a constitué un gouvernement d'ouverture, en choisissant ses ministres à droite comme à gauche. Il veut prendre les meilleurs dans chaque domaine et travailler avec eux sans se préoccuper de leurs couleurs politiques ou de leurs origines. Après la lecture de ce livre, les lecteurs comprendront que, sur ce point, je ne peux que lui donner raison. Mais je déplore aussi que bon nombre de Français se refusent encore à comprendre qu'ils doivent abandonner leurs comportements égoïstes pour faire les

sacrifices nécessaires.

Cette crise peut être pour la France une occasion sans précédent de se réformer et de se moderniser. Pour cela, il faut que tous soient unis derrière Nicolas Sarkozy car son combat est celui de la France, pour le bien des Français, avec l'appui de chacun. La nation doit pouvoir se retrouver et partager un objectif commun. On en est encore loin mais, petit à petit, depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, qui est l'empêcheur de tourner en rond, les choses bougent insensiblement. En tout cas, même si je demande à voir – mais serai-je là encore longtemps pour voir –, je lui tire mon chapeau. Et comme je l'ai fait pour tous les présidents de la République, car il y va du destin de tous, je lui souhaite bonne chance pour qu'il réussisse.

Tout cela, je l'ai observé depuis ma maison de Toul, à la fois mon point de départ et mon point d'arrivée. Je ne saute plus en parachute depuis longtemps et j'ai dû progressivement renoncer à mon jogging quotidien. La force et le dynamisme que j'avais dans les mollets et dans ma vieille carcasse, que je croyais increvable, remontent dans mon crâne : il bouillonne sans cesse au risque d'exploser. Heureusement, je me dépense en répondant à mes correspondants, en recevant de nombreux visiteurs, en poussant de temps en temps un coup de gueule que les médias veulent bien encore répercuter. Et de temps en temps, je vois débarquer chez moi des journalistes qui ne m'ont pas oublié. En juin 2009, Jean-Claude Narcy de TF1 est venu me voir avec une équipe de télévision. Puis, lors de son commentaire du défilé du 14 Juillet, il m'a lancé à l'antenne un salut amical, ainsi qu'à Gaby, que tous les téléspectateurs ont pu entendre. Ce geste nous a beaucoup touchés ; qu'il en soit remercié.

Je vis à Toul, avec ceux laissés sur la piste sans fin où j'écrivais, il y a plus de cinquante ans, ces lignes prémonitoires :

« Piste sans fin qui ramènera toujours au point de départ ceux qui ont duré et qui, usés et vieillis, retrouveront leurs villages... ceux-là ne pardonneront jamais à la piste de les avoir protégés, car elle les aura rejetés à la pauvre vie de tous les jours comme une maîtresse aimée et infidèle. »

J'ai autour de moi Gaby et Marie-France, les deux femmes de ma vie. Elles veillent sur moi comme l'avait fait avant elles ma mère. Par la pensée, j'ai aussi autour de moi tous mes compagnons. Je sais qu'ils m'attendent et qu'ils me pardonnent de prendre mon temps. Car j'aime trop la France pour pouvoir la quitter si vite alors qu'elle a tant besoin de tous ses fils.

Je suis là, toujours là, le jour de mes quatre-vingtquatorze ans, avec la trace, si petite soit-elle, que je laisse sur terre, d'un Bigeard toujours libre, et aujourd'hui dans l'au-delà, plus libre que jamais.

Toul, le 14 février 2010.

Note de l'éditeur

Le général Marcel Bigeard s'est éteint à Toul
le 18 juin 2010.



Composition et mise en pages réalisées par
Sud Compo - 66140 - Canet-en-Roussillon

040/2010

Éditions du Rocher
28, rue du Comte-Félix-Gastaldi
98000 Monaco
www.editionsdurocher.fr

Imprimé en France
Dépôt légal: juin 2010
N° d'impression :